35¢

CITÉ LIBRE

XIVe année No 60 OCTOBRE 1963 NOUVELLE SÉRIE

LE JOURNALISME

accusations et justifications

DES TEXTES DE

Marcel ADAM
Jacques DUBUC
G. DUNAN
Pierre GODIN
Jacques HÉBERT
Jean PARÉ
Jean PELLERIN
Pierre VALLIÈRES
Michel Van SCHENDEL

SOMMAIRE

XIVe année, No 60
Octobre 1963

revue mensuelle

Comité de rédaction

Co-directeurs :
Gérard Pelletier
Pierre-Elliott Trudeau

Secrétaires de la rédaction :
Jacques Hébert
Jean Pellerin

•

Editeur et propriétaire
Le Syndicat coopératif d'édition Cité Libre

Imprimé à Montréal par
Pierre Des Marais

Autorisé comme envoi postal
de deuxième classe
Ministère des Postes
Ottawa

Rédaction et administration :
3411, rue Saint-Denis
Montréal 18 — VI. 9-2228

Service des abonnements :

Cité Libre
C.P. 10 — Montréal 34
LA. 6-3361

Abonnement annuel : $3.50
Abonnement de soutien : $10

Vente au numéro :
Distribution Laval
590, boulevard Pie IX
Montréal — Tél. 525-3424

Vente d'anciens numéros :
Pierre Tanguay, archiviste
6612, Viau, Montréal

CITÉ LIBRE

NOUVELLE SÉRIE



LES JOURNALISTES S'EXPLIQUENT

Les journaux et ceux qui les font sont-ils coupables de tous les péchés dont on les accuse ? Pour répondre à cette question, CITE LIBRE a fait appel à des gens du métier qui, avec la franchise brutale qui leur est propre, ont essayé de cerner un peu le problème et d'y apporter quelques éclaircissements.

Nos collaborateurs n'ont pas la prétention d'avoir touché à tous les aspects, mais leurs textes comportent, croyons-nous, des considérations bien de nature à faire réfléchir le profane qui, soit dit en passant, est trop souvent porté à simplifier et à généraliser à partir d'impressions justes mais accolées à des causes qui le sont beaucoup moins.

Puisse cet éventail de points de vue contribuer à mettre un peu au foyer les problèmes extrêmement graves que pose, de nos jours, ce fantastique instrument de puissance que constitue l'INFORMATION.

La Rédaction

Un journaliste parle de son métier

A BÂTONS ROMPUS

Jean PARÉ

DANS « L'homme sans qualités », un personnage de Robert Musil dit des poètes qu'ils sont de plus en plus mauvais, mais que les journalistes s'améliorent sans cesse. Ce qui était vrai de la Vienne Impériale l'est-il du Québec de la Grandeur ?

Pour tenir à bon escient ce genre de propos, et répondre à ma question, il faut être d'un certain âge, et intransigeant. Le très grand nombre de mes confrères sont trop jeunes pour avoir connu le « bon vieux temps » qui nous a, d'autre part, légué plus de Ligueurs du Vieux Poêle que de Chevaliers à la Flamme Intacte.

L'âge du baroque

Les poètes, depuis toujours en avance d'une révolution, proclament eux-mêmes qu'ils surpassent leurs aïeux. Archives au poing, les journalistes pourraient au moins se défendre d'avoir rétrogradé.

Comme Stradivarius pour ses violons, nos parents et nos grands-parents utilisaient à la rédaction de leurs journaux des techniques dont le secret a sombré dans l'oubli. Leurs dorures baroques serties de souliers de beû et de photos de missionnaires à lunettes de broche servaient de repaire à Mgr Bruchési, à Cyrille Delage et à d'autres champions du progrès. Avant l'invention des gros chars, le joual sublimement étrillé piaffait dans son incontinence verbale devant les calèches du retour à la terre, de l'antisyndicalisme et de NOTRE mission en terre d'Amérique.

Le mot le plus fréquemment utilisé par la presse canadienne-française était d'ailleurs le NOUS, qui ne reférait ni aux propriétaires des journaux, ni à leurs journalistes ni à leur majesté, mais à un peuple en son entier.

Rien n'a changé. La presse de l'époque parlait pour les bourgeois de l'époque. Elle reflétait, autant qu'elle perpétuait sa sécheresse, un désert provincial, nationaleux et clérical. La conquête anglaise NOUS a peut-être épargné « les horreurs de la Révolution française » : elle définissait, en tout cas, où se trouvait désormais Versailles subventionné par Port-Royal.

Le surréalisme même

En moins d'une semaine, et par hasard, j'ai lu dans une presse quinquagénaire que les éclipses de soleil, les naufrages de paquebot et les feux de forêt, avant d'être des événements, étaient des occasions de souligner la puissance du Créateur et le respect dû au Gouvernement. Encore en février 1916, La Presse annonçait sans ironie, comme une mesure normale, que l'évêque de Saint-Hyacinthe demandait aux ouailles de son diocèse de substituer au récit des Noces de Cana un évangile de secours. On ne voulait pas saper les chances du référendum POUR la prohibition. Cinquante ans après, on n'ose plus mettre de point d'exclamation au bout de la phrase. Même la publicité, en toute tartuferie, se paraît de rouets, de feuilles d'érable et de femmes de maison dépareillées.

Du surréalisme. C'était d'ailleurs l'époque. On comprend les « démocrates de cinquante ans » qui vomissent au seul mot de nationalisme : ce clérico-nationalisme de binnes et de drapeau les a rendus allergiques.

Rien n'a changé et tout a changé. La presse est restée bourgeoise, possédante et défenderesse de l'ordre établi. Le style a changé. Il suffit d'aller quelques mois à l'étranger pour constater à la rentrée qu'il n'y a pas de quoi se faire aller les félicitateurs.

La naïveté est plus rare. C'est plus élégant, certes. L'imbécillité s'affiche moins bien et plus rarement. La croissance a éloigné de son nombril le nez du peuple québécois. Un âge s'est écoulé et la dérive des continents, sans doute, a rapproché le nôtre des autres.

L'adjectif possessif

On fait peut-être plus de fautes, on commet peut-être plus d'anglicisme que jadis, mais on écrit comme marchent des gens qui ne sont pas des tapettes. La démocratisation n'empêche pas les bonnes plumes de se manifester. Chaque journal tient à avoir ses « noms », qui valent mieux qu'un titre pour allécher le lecteur. Comme la taille, l'intelligence moyenne a augmenté.

En somme, on peut ne pas têre trop mécontent de soi. Notre presse n'est pas vargeuse, mais y a pire. Elle se raréfie de plus en plus, dans ses journaux et ses lecteurs, mais elle est bien à nous. Le baroque, la naïveté, l'inexpérience continuent à s'y manifester : à part la publicité, les dépêches, les comiques, les photos et les « columns », qui viennent de l'étranger, notre presse est bien à nous. L'étonnant, c'est que de ces ingrédients importés se dégage une telle saveur folklorique.

La regardant de Sirius, je vois que NOTRE presse NOUS reflète étrangement. Nos qualités et nos défauts. Une certaine générosité et beaucoup de petites mesquineries. Beaucoup d'acharnement et trop d'amateurisme. A la lire, on apprend tout de suite que *nous* avons survécu (l'air est plein de nos cris), mais que *nous* n'avons encore rien créé. *Nous* avons quitté nos frusques villageoises, mais l'âge de la réinvention n'est pas encore arrivé. *NOTRE* presse a le détachement et l'artifice de *notre* littérature, la gaucherie de *notre* architecture, la mauvaise administration de *nos* affaires. Faite au jour le jour, pour tenir le coup, dans des buts louables, elle est l'épitomé de *notre* impréparation, de *notre* incompétence, de *notre* dévotion à la médiocrité. NOUS. NOTRE. Et de *notre* goût à la généralisation . . .

La vocation du médiocre

Est-il possible, alors, de corriger la presse sans corriger tout le reste ? Peut-on être médiocre partout, par goût, par aptitude et par vocation, et avoir une presse constamment sur la brèche et à l'avant-garde du progrès technique. Je crains que non, et qu'il faille continuer à prendre des leçons ailleurs.

Le phénomène se reproduit à tous les niveaux, dans le bien comme dans le mal. La presse-putain l'est moins qu'ailleurs, mais plus vulgairement. La presse sérieuse s'efforce d'être lourde et ennuyante. La presse-populo-qui-charrie charrie des voyages qu'on n'oserait pas transporter ailleurs. L'artisanat garde une odeur de jute, de vieille peau et de pois secs qui ne trompe pas : même en l'absence de toute indication, on reconnaît à l'à-peu-près le texte rédigé ici, la publicité faite ici, la feuille imprimée ici. Le connaisseur peut aussi reconnaître l'origine de ce qui se fait ailleurs, mais au style, plutôt qu'aux imperfections.

Aux Olympiades du journalisme, comme à celles des sports, le « talent local » tiendrait les paniers à médailles. Cette tradition de laisser-aller et de médiocrité est en soi un championnat difficile à remporter. NOUS le conservons.

Les satisfaits s'empresseront de souligner que d'autres pays produisent des horreurs pires que les nôtres, comme *News of the World, Confidential, France-Dimanche* ou *Paris-Jour,* qu'ils en passent et des pires. Ça va. Nous sommes dépassés même dans le mauvais. Là où nous ne le serons jamais, c'est dans le moche.

Du bas en haut

Faut-il conseiller aux malheureux époux d'honnêtes femmes laides de lorgner les belles putains ? Pour ma part, lorsqu'il s'agit de juger de la grandeur des gens, je préfère regarder à la tête qu'aux pieds et comparer la presse de différents pays par ce qu'elle a de mieux.

Les pays où la presse a une tradition peuvent, bien sûr, remplir un Musée des horreurs. Ils peuvent aussi garnir une bibliothèque. Dans cette bibliothèque de la qualité, avec *Le Monde, The Times, The Observer, Show, Twen, Der Spiegel, Look, The New York Herald and Tribune,* indépendamment de toute option politique, sociale ou économique, avec leurs rivaux version jaune, on trouve une concurrence qui dispose de moyens techniques et financiers énormes. On trouve aussi une autre concurrence, dénuée, mais éveillée. Le public est roi. Le journal est une idée fixe. Le journaliste n'a qu'à se crever. Toutes les nouvelles, le mieux présentées, et vendues au plus grand nombre de gens possible.

Avec des ressources réduites, peut-on faire du journalisme de qualité ? Avant de répondre non, souvent à raison, il faudrait au moins essayer. Le journalisme tourne en rond dans un cercle vicieux. Plus de qualité, plus de lecteurs, plus d'argent, plus de qualité . . . Moins de qualité, moins de lecteurs, moins d'argent, moins . . . Autant dire tout de suite que la ferveur publique est un signe indéniable de qualité : je le crois, comme le croit Truffaut du cinéma, dussent nos beaux esprits s'étouffer en lisant la sélection hebdomadaire du Monde. Il y a autant de publics qu'on veut, et la qualité d'une science est sans rapport avec les buts qu'on lui fait servir. C'est là affaire de morale.

Quand le Père Brouillé exige des journaux qu'ils se fassent le miroir du peuple, alors qu'ils le sont déjà, et profondément, le Père Brouillé révèle tout simplement qu'il n'aime pas ce qu'il voit dans son miroir . . .

Un métier passionnant

En somme, j'ai le journalisme amer, n'est-ce pas ? Pas du tout. Les membres d'une profession sont toujours les premiers à savoir ce qui va et ce qui ne va pas chez eux, et les seuls à pouvoir préparer des changements. Les plaintes qu'entretient un certain public, au sujet des journaux d'autres publics, sont minimes à côté de celles que font les journalistes, pour d'autres raisons que la morale ou la paye. Il faut remarquer que ce sont les lecteurs de *Relations* qui se plaignent d'*Allo Police,* et ceux d'*Ici Montréal* qui vitupèrent *Le Devoir.* Les journaux passent

tour à tour pour des asiles de mauvaise foi, des antres de péché, des complots permanents contre l'ordre établi. L'opinion générale dresse peut-être contre la presse un cahier de doléances, mais le bar du Press-Club est, lui, un Mur de Lamentations.

Que veulent donc ces scribes grassement payés ? Etre possédés, puisque tout salarié est possédé, par des gens qui tiendraient le journalisme pour passionnant en soi, important et perfectible, autant que pour une source de revenus.

La morale scolaire enseignait à vénérer ces Pasteur et ces Edison qui passent des nuits entières à inventer le tue-mouche automatique ou la machine à percer les macaronis, tout en se battant contre des actionnaires à qui le droit d'usure permet de tout bousiller sous prétexte d'augmenter les ristournes de 0.7382%. Il faut croire que la morale scolaire gaspille du temps précieux.

Un bateau déboussolé

Actuellement, les journaux sont une arène où des journalistes en quête de journalisme (pour le plaisir, le fric, la gloriole, le social, la politique), soucieux d'être appuyés par leurs patrons, se bagarrent contre des administrateurs trop souvent prêts à passer au commerce du foin en aérosol si la chose s'avérait plus payante que le journalisme.

Un journal sera toujours fait d'un fouillis de buts et d'intentions divergents. Vache à lait, instrument politique, moyen de pression, tribune, support publicitaire, « gamique », le journal est propice à la mutinerie : il faut savoir gouverner ce bateau. A peu près partout, on assiste à des guerres froides interminables entre la rédaction, l'administration, la direction, le tirage, la publicité. C'est trop demander que de chercher à qui appartient un journal, ce qu'on entend en faire, les buts qu'on vise, l'avenir qu'on envisage. Les moeurs se sont policées, mais le journaliste se souvient du temps très récent où le patron ne s'inquiétait de son journal que certain vendredi soir fatidique, où le « petty cash » qu'on voulait vider avant de partir à la pêche, était vide.

On ne s'étonnera pas que les seuls journaux montrables, que les seuls journaux à succès, partout dans le monde, soient des « journaux de journalistes » ou d'ex-journalistes. Ici, il n'y en a plus.

La liberté de paresser

Dans la situation actuelle de négligence et de laisser-faire, dans l'absence totale de concurrence, qui ouvre toutes grandes les portes aux empires de presse canadiens-anglais et américains, la liberté de presse perd des plumes.

Les discussions permanentes sur la liberté et la licence, l'éthique et le devoir, sont des jeux de jésuite qui influencent moins le journalisme que des problèmes bassement matériels comme l'heure de tombée, la publicité, la compétence des individus. La « liberté de presse » ne comporte pas nécessairement le droit d'utiliser à ses fins le journal d'un autre. Elle n'autorise pas non plus à cacher des faits au public. Elle n'est, relativement, assurée que par la concurrence et l'obligation, pour un journal, d'ouvrir toutes les vannes de l'information pour survivre.

La presse d'Etat n'est guère libre, les monopoles capitalistes non plus. Au début du siècle, la presse Hearst réussissait, contre tout honneur et tout bon sens, à lancer les Etats-Unis contre l'Espagne à propos de Cuba. Aujourd'hui, au sujet de la même île, l'histoire se répète. Selon Reuters, dans 146 pays où on trouve des journaux, 30 seulement jouissent de la liberté de presse. Et là même, si *la presse* est libre, les journaux ne le sont guère, dominés par les grandes agences gouvernementales et privées, d'information et de publicité.

Chronique des faits-divers

Je m'en veux de raconter pêle-mêle des faits-divers qui n'ont d'autre lien entre eux que ceux qu'on établit a posteriori. Le journalisme est anecdotique, en lui-même et dans ses objets. Il faut singulièrement manquer de réflexion pour croire qu'au-delà des événements, des circonstances, des personnalités et des accidents techniques, un journal peut régner en maître sur l'information : les meilleurs se trompent, et les pires disent quelquefois vrai.

La notion qu'on a d'un journal varie considérablement selon le poste qu'on y occupe. Le reporter, l'éditorialiste, le rédacteur en chef, l'administrateur, le publiciste, le distributeur, ont nécessairement des idées différentes sur les possibilités et la fonction de leur journal.

Un rédacteur en chef songe depuis longtemps à faire faire une enquête sur l'opportunité de nationaliser la Provinciale de Transport . . . Toute fière de son contrat de $25,000, la publicité intervient. Qui gagnera ? Quelquefois le public, quelquefois l'argent.

A Toronto, MacLean's limoge Pierre Berton qui rédige souvent les pages les plus aérées, les plus personnelles et les plus intéressantes du journalisme canadien : Berton, par ses propos, a « perdu » 2 ou 3 pages de publicité. La réputation qu'on veut avoir auprès des annonceurs l'emporte sur le goût qu'ont un demi-million de personnes de lire Berton.

L'administrateur d'un grand quotidien s'emporte parce que sur les « greens » de Laval-sur-le-Lac, ses amis-businessmen lui reprochent les éditoriaux de ses « caddies » . . .

Dans un restaurant, un homme d'affaires fort puissant, mécène avec l'argent des autres, déclare

à qui veut l'entendre que les journalistes n'ont pas de jugement : ILS ont appuyé le NPD, alors que le NPD n'avait pas de succès. Auraient-ils eu plus de jugement s'ils avaient soutenu les 26 héros de Réal Caouette . . . ? Leur faute a été d'ergoter au lieu d'aller se rendre compte, pour l'annoncer, d'un bouleversement que les campagnards prévoyaient déjà.

Et on ose !

En fait, je m'étonne qu'on ose exiger quoi que ce soit des journalistes.

Peut-on leur parler d'honneur, de vérité et d'impartialité après les avoir considérés pendant des décennies comme des propagandistes à tout faire, comme des pondeurs « d'éditorial support » (disent encore les publicitaires), après avoir cru que la bouteille de scotch à Noël et « l'enveloppe » des conférences de presse allaient en faire des esclaves reconnaissants ?

L'ère des enveloppes n'est pas complètement terminée. Heureusement, on considère de moins en moins le journaliste comme corvéable à merci, esclave d'un commerce, hérault camouflé de toutes les louanges : celles du « promoteur », du broker, du ministre et de l'évêque. Ce qui n'empêche pas le premier venu de commander au journaliste les travaux qu'il est incapable de faire seul . . .

Les « sociétés nationales » aimeraient que les journalistes soient unanimes à défendre, au-delà des faits et de la vérité si nécessaire, des « positions » nationales.

Le père Brouillé, qui rêve d'un Paraguay-sur-Laurentie, voudrait que des journalistes « chrétiens » à 99 et 44/100% s'occupent de défendre des positions « chrétiennes ». Le fric de certaine philanthrope malgré elle est allé rejoindre celui de ses soeurs dans quelque « opus coenaculi », mais je ne crois pas que la chute du *Nouveau Journal* ait aidé en quoi que ce soit le journalisme, la démocratie et la chrétienté.

Chaque fois qu'une idée qui n'a pas été « étampée » par le Service d'Inspection des Idées arrive sur la place publique, Lorenzo Paré, le père Brouillé et les VVV (venividivici ?) y voient le résultat d'un complot ténébreux contre l'Esprit de Lumière.

D'obscurs Don Quichotte

Il y a un avantage certain à attaquer les journaux : les plus obscurs don-quichottes y gagnent une notoriété qu'ils n'auraient jamais connue autrement. Je me souviendrai toujours d'une interview que je fis de Jean-Noël Tremblay, conservateur inconnu et député peu connu, mais pourfendeur de journaux très connu.

Dans le feu des discussions, Tremblay me fit voir une impressionnante collection de « malhonnêtetés journalistiques », c'est-à-dire de choses qu'il n'a pas aimées. Dans la plupart des cas, Tremblay a rigoureusement raison : ce qu'il me montre est inconvenant. « Le Soleil », au cours d'une campagne électorale coiffe des « articles d'importance égale » des titres suivants : « Lesage dénonce le duplessisme de Johnson » et « Johnson traite de sujets divers ». En 1960, le *Devoir* donne la manchette à Lesage, qui « dénonce le scandale du gaz naturel », mais relègue au bas de la page l'annonce par Antonio Barrette de la construction d'une aciérie.

Deux ans après, force est de constater que le journaliste avait bien jaugé les informations. L'aciérie était un ballon électoral. Force est, aussi, de constater que plusieurs journaux, en particulier de Sherbrooke, de Québec et de Trois-Rivières manifestaient une partisanerie indécente. « Le Soleil » prend trois colonnes à la une pour publier les projets de Diefenbaker sur le bilinguisme, mais titre : « Proposition inadéquate » parce qu'on trouve ces deux mots de Lester Pearson à la fin d'un rejet en page trente-six !

Neuf fois sur dix, il s'agit des excès d'une presse de province, monopolistique et grassement prébendée. Montréal, où une certaine liberté fait figure d'exception dans tout le continent nord-américain (à moins que ce ne soit de l'anarchie), n'est pas sans péché, mais le journaliste professionnel, presque jamais, n'y voit de noire conspiration . . .

Le résultat de l'amateurisme

Il y voit l'incompétence et l'amateurisme, le manque de personnel, la pression de la tombée, l'impossibilité d'inclure « biculturalisme » en corps 36 dans un titre d'une colonne, l'incapacité d'écrire correctement ou d'accéder aux meilleures sources d'information. Il y voit souvent aussi l'influence des grands annonceurs, des politiciens ou de puissants lobbies.

Faut-il en être choqué ? Dénoncer l'injustice et la malhonnêteté ? Bien sûr, preuves en main. Faut-il honnir l'amateurisme ? Evidemment. Mais n'avons-nous pas vu que tout le monde utilise les journalistes, politiciens, patriotes, commerçants et religieux, pour suppléer à sa propre incompétence ?

Au Québec, avant d'être des organes d'information, les journaux ont été des agences de service social ou de psychologie de groupe, des étendards politiques. On leur a demandé de « régler les problèmes » de la nation, des écoles, des hôpitaux, de la voirie, de l'industrie, de suggérer les solutions. Jamais de répandre les nouvelles. On leur a demandé de prendre position, jamais de faire un bon reportage. On espère qu'ils « appuieront » des projets, jamais qu'ils informeront en profondeur.

En conséquence de quoi, l'histoire de notre journalisme accumule les noms d'éditorialistes.

Où sont les grands reporters ? Devenus ministres ou passés à l'administration : le talent va s'enfouir dans la paperasse et les plorines écrivent. Il faut avoir dirigé un journal ou un service pour savoir que 99% des candidats rêvent d'être éditorialistes ou critiques. Reporter ? Fi.

Les fossiles manichéens

Cette mentalité de missionnaires et de directeurs spirituels est typique d'un peuple manichéen, qui divise le monde en « anglâs » et « françâs », « catholiques » et « mécréants », « nouzôtre » et « lézôtre ». On exige de la presse qu'elle soit pour ou contre, au lieu d'espérer qu'elle sera bonne.

Cette façon de concevoir le journalisme l'assassine. Elle mélange tout. On a fondé, à l'automne, une association de périodiques qui réunit sous le même toit les marchands de lait, de chaussures et de poumons d'acier, *Relations* et la Chambre de Commerce, *L'Action nationale* et le camionnage. On n'y défend pas le journalisme, mais la nationalité du journalisme. Tout le monde défend violemment la libre entreprise, mais au nom de la culture, on réclame des mesures d'exception et des embûches à la liberté d'entreprise. Le « socialisme rampant » se pare de fleurs de lys.

Hélas ! il faut voir le genre de « culture » que propagent ces revues. Il s'agit simplement de petits commerces qu'il est déplorable de voir passer aux mains de Southam-MacLean ou de Wallace Publishing, au même titre qu'il est déplorable de voir nos usines de chapelets et de mitaines tomber aux mains de sociétés américaines. Le dégoûtant, c'est qu'on utilise constamment la passion et le sentiment, le national et la culture pour barricader des entreprises qui sont souvent des insultes à l'intelligence et à la compétence, incapables de survivre en régime concurrentiel.

Au Salon du Livre, on pouvait voir, entre les stands très contemporains de MacLean-Hunter et Marie-France, une exposition de ces revues de l'Association des Périodiques.

Etait-ce le Salon de 1913 ? D'où avait-on exhumé ces minables typogra-fouillages, ce Cheltenham fossile, ces encres grasses, ces couvertures de tapis crocheté, ces mises en page de bottin, cette prose « bon nanan » sur nos « glorieuses réussites » ? On y distribuait même gratuitement le légendaire éditorial de Lorenzo Paré sur les « fanatiques de l'athéisme intolérant » . . .

Ils ont tout raté

Dans dix ans, il ne subsistera pas une seule de ces revues, à moins qu'elles ne changent de siècle, ou que les douanes laurentiennes les protègent.

Injurier des journalistes pour camoufler sa propre incompétence, brandir les fanions nationaux et pontificaux, ne sauve d'ailleurs personne. « Le Samedi » fut jadis un « magazine national ». A la mort du « boss », la caisse contenait $800,000, les contrats de publicité étaient nombreux, le public fourni. C'est ce moment que choisit la concurrence pour faire son apparition. L'opéra-bouffe commence : on liquide rapidement les réserves, le public s'enfuit avec la publicité, l'administration patauge. On « donne des pages de publicité pour ne pas avoir l'air fou », on imagine des publi-reportages gratuits pour attirer l'annonceur, on refuse de payer convenablement de personnel. C'est la fin.

A l'autre bout du champ de bataille, MacLean prend la place. A Toronto, on a compris que l'argent, c'est le tirage, et qu'on ne concurrence pas la télévision avec les fonds de tiroir de la Société des Gens de Lettres et des reportages sur le retour à la terre. Tristement, *Chatelaine, MacLean, Weekend,* propriété d'anglo-saxons, deviennent les meilleurs exemples du journalisme canadien-français, et les plus progressivement « nationalistes » !

Evidemment, c'est la faute aux « Anglâs », au Mouvement laïque et aux gauchistes. Les adversaires de ces Anglais, de ces francs-maçons, de ces socialistes, de ces mécréants se rendent-ils compte que depuis cent ans qu'ils sont au pouvoir partout, ils ont tout raté ?

La maman de Blanche-Neige

La presse est le reflet, l'esclave, le guide et le jouet du public. Elle tombe si le public la laisse tomber et le public la laisse tomber quand il sent qu'il n'est plus roi. La Nouvelle-France a cette tradition de mal traiter son public. Déjà les Hollandais de Manhattan payaient le castor aux Peaux-Rouges le double du prix français, pendant que Québec faisait valoir la majesté, la catholicité, le droit divin, les plumes au chapeau et les bouches à feu (surtout) du Grand Ononthio.

Ce reflet, ce serviteur du public, a plusieurs têtes. Il faut autant de journaux qu'il y a de publics. Le miroir qu'aimerait contempler le Père Brouillé est celui de la maman de Blanche-Neige : « Dis-moi, miroir, si je suis belle ! » Il aimerait que tous les journaux, blancs, bleus, rouges et jaunes, soient identiques dans leurs buts, leurs recherches, leurs positions, leur style, et leur personnel : catholiques à 98%, nationaux à 1%, le dernier centième étant réservé aux mauvaises têtes, promues à la dignité de traducteurs de « comics ». Chaque matin, chaque soir, on assisterait au spectacle de la magnifique unanimité des Canadiens français catholiques et missionnaires, parangons de ce monde, assis sur leur séant à brailler minoritairement contre les matérialistes étrangers, qui peuvent tout acheter parce qu'ils travaillent le dimanche.

Evidemment, on imagine mal « *Life* » passant aux mains des Cubains, ou « *Match* » passant à celles des Sénégalais. On peut regretter que de vastes secteurs de la presse québécoise de langue française soient accaparés par des quasi-trusts étrangers. Mais déplorer contre la liberté de commerce qui permet ces transactions, c'est attaquer la liberté même du marché de la presse.

Un sport de poids-lourds

Le Canada est un grand bocal où les gros poissons mangent les petits, et où le chat américain vient à son tour chasser le poisson torontois. Avec les membres de la Commission d'enquête Grattan O'Leary, tout le monde admettra que le dumping effectué par « *Time* » ou « *Reader's Digest* » devrait être interdit par la loi, ou que les tarifs dits « combinés » ou de faveur devraient disparaître.

Mais il reste inimaginable que « *La Presse* » ait laissé le « *Star* » la devancer dans la création d'un magazine « national » illustré, que les grands périodiques québécois n'aient pas eux-mêmes inventé un tarif combiné entre eux, que *La Presse* encore ait attendu des années avant de renflouer *La Patrie,* qu'elle n'occupe pas le marché d'un journal du matin avant que d'autres ne le fassent, que son tirage montréalais cède constamment devant la Gazette et le Star, qu'elle n'établisse pas avec les journaux de province des ententes pour la reproduction de commentaires ou de chroniques « syndicated ».

Le journalisme moderne, en Occident, au niveau de la propriété, est un sport de « ligue majeure ». Dans un manque d'imagination absolu, nos « pee-wee » essaient de reproduire sans succès les pages en quatre couleurs de « Life », mais négligent les recettes les plus simples : certains ont même tenté, dans leurs puérils efforts d'imitation défensive, de tout conserver, encre, papier, photos, mais de se passer de journalistes.

Si les entreprises de presse ne sont pas MODERNES, dans leurs techniques comme dans leurs rotatives, à l'instar des fonderies, des épiceries ou des entreprises financières, elles vont succomber. La recherche de la monopolisation n'aboutit à rien, on l'a vu. Il est inconcevable qu'en 1963, un journal ou un magazine se fasse sans équipes d'enquêteurs, sans système de feedback, sans brain-trust de maquettistes, sans rewriters.

La platitude ne se vend pas

La faiblesse du tirage des journaux canadiens-français, par rapport au chiffre de la population, dépend sans doute d'une attitude atavique par rapport à la presse, d'une désorganisation absolue au niveau des services de distribution, mais aussi à une platitude généralisée de la marchandise mise en vente. L'incurie et l'insouciance des administrations vient couronner le tout. La rareté des journaux n'améliore en rien la situation : le Québec pourrait supporter 5 ou 6 quotidiens de plus.

La standardisation imposée par les agences de presse, les éternels communiqués non-retouchés, la « date de publication » et la manie de considérer les « déclarations » et les conférences de presse comme des nouvelles empêchent la presse d'être le « miroir du peuple ». L'essentiel, c'est qu'il y ait un éventail complet de journaux pour tous les goûts.

Une fois dans ma vie, j'ai participé à une campagne contre la « presse jaune ». Je le regrette. Elle n'est guère plus jaune que ceux qui la lisent. Elle n'est guère plus jaune que la presse bien-pensante dans ses attaques contre les ennemis de l'ordre politique et social établi. La répression de ce genre de publications relève, s'il y a lieu, du code criminel, pas de la campagne d'épuration. Si ces journaux se vendent, c'est qu'il y a des gens pour les acheter : leur liberté vaut la mienne, sinon leur goût, en toute subjectivité. La loi, et le public même, sont là pour empêcher l'abus. D'ailleurs, leur succès reflète en partie l'immense platitude des « bons » journaux.

Car ces « bons » journaux sont ennuyants. Et guère utiles. Quand un policier se gratte la circonvolution anti-subversive en découvrant chez un séparatiste Cité Libre, Teilhard de Chardin, Liberté ou toute autre publication ornée du doux mot de « liberté », c'est que les journaux de son pays n'ont guère propagé le goût de cette denrée, et que l'école lui a mal appris à lire.

Pas de nouvelles, mauvaises nouvelles

Dans le domaine du journalisme, la compétence est faite de l'application de slogans comme « Toujours là », « All the news », « On the spot », et autres lapalissades de même acabit. Dans la plupart des journaux locaux, la page éditoriale occupe confortablement huit colonnes à la *quatre.* Les journaux les plus prestigieux du monde la relèguent à la douze, à la vingt ou aux oubliettes. Avec les salaires des vingt éditorialistes qui alourdissent inutilement de leur prose *généralement* insignifiante, trois ou quatre exceptions mises à part, les seuls journaux de Montréal, on pourrait payer *cinquante* jeunes reporters capables d'aller chercher les nouvelles !

Un cargo coule dans le Saint-Laurent, c'est UPI qui va prendre les photos. Une grève meurtrière éclate à Kapuskasing, c'est AP qui « couvre » l'événement. Un incendie désastreux calcine Terre-Neuve, c'est France-Soir qui accourt.

Un hebdo allèche son public avec un titre a mari usque ad mare sur le contrôle des naissances, mais se contente de demander à un dominicain ce qu'il en pense : le mois suivant, avec des articles sur le même sujet, des revues françaises et canadiennes-anglaises qui ont cessé de marcher les cuisses serrées doublent leur tirage.

Un curé de campagne appuie-t-il des grévistes ? on souligne le fait pour montrer la sollicitude des curés de gauche envers leurs ouailles et la belle liberté qui règne dans l'Eglise. Se fait-il « démissionner », on l'oublie facilement !

Des galeries de presse de Québec et d'Ottawa nous viennent des colonnes de commentaires, mais rarement un reportage sur les « faits ».

Achetez le journal demain. Ouvrez n'importe où : « L'avenir ne sera pas rose », a déclaré ce matin le président de l'association municipale des fleuristes. La *déclaration* est l'outil de travail numéro un, et on ne fait guère de différence entre celles de Kennedy et celles de la Ligue des fédérations de cinémas pour aveugles.

A unity of purpose

Cette incompétence, caractérisée par un manque d'avidité à courir la nouvelle, loge partout. Tout « l'international » est de seconde main, et les quotidiens font des « moyennes » entre deux agences mensongères; au « fédéral », on tamise ses propos pour ménager ses entrées; au « municipal » on colle d'habitude les pousse-crayons incapables de faire d'autre chose; aux « sports » les cadeaux, les billets de faveur et les voyages donnent le ton d'un chauvinisme incroyable. Baseball, football, hockey et courses sont d'un bon rapport, on oubliera les autres sports. Le chauvinisme peut aussi avoir d'autres causes. Un journaliste de Montréal-Matin m'assurait que la dévotion forcenée des oracles sportifs de cette feuille envers les Yankees n'avait d'autre raison que l'admiration du chef pour les « hommes de Casey Stengel » ou les « Bombardiers du Bronx », comme on dit dans la prose la plus sertie de poncifs au monde.

L'incompétence loge aussi dans la présentation, dans la mise en page, dans la qualité de l'écriture, dans les techniques de marketing. Non seulement cette médiocrité générale nuit-elle à ceux qui la professent. Elle empêche la création de nouveaux périodiques. Les structures même de l'économie de compétition, qui obligent une entreprise à un certain équilibre entre ses différents éléments, pourraient donner à un journal ce dynamisme que n'auront jamais les journaux de parti, de coopératives, d'Etat ou de monopoles, indéracinables dans leur sécurité, plongés dans un sommeil épais.

Les bonnes marchandises se vendent bien. L'alignement des journaux derrière une direction dynamique ne saurait nuire à la qualité de cette marchandise. D'autre part, la recherche par les éléments d'un journal d'une « unity of purpose », d'un *dessein*, ce qui ne signifie pas parti-pris, forcerait la création d'entreprises parallèles.

Les aliénés de l'Express

Je commence à remarquer une singulière aliénation chez beaucoup de mes confrères. Sont-ils le moindrement exigeants ? Ils sont à *La Presse*, à *La Patrie*, au *Petit Journal*, au *Devoir*, mais ils rêvent de « faire » l'*Express*, le *Monde*, l'*Observer* ou *Paris-Match*. Ils ne sont pas frappés d'impuissance : ils sont inutilisés. Ils ne manquent pas de coeur, mais de direction. Ils ont une job. Ils n'ont pas de journal. Celui où ils se trouvent est désespérément abandonné, ambivalent, errant, soumis à toutes les influences, déboussolé.

Des objecteurs assurent que la multiplicité de journaux divergents dans leurs opinions empêcherait le lecteur de s'informer; il faut leur répondre que dans la recherche de la vérité, le recoupement est une précaution élémentaire, et qui est actuellement impossible.

Aux ignorants qui se plaignent qu'il y ait des journaux sérieux, il faut répondre de ne pas les acheter; aux snobs qui regrettent de trouver dans leur journal un courrier du coeur ou une chronique de graphologie, il faut citer grand-papa Hearst, qui avait la dent dure mais beaucoup de science : « Le public cherche autant à être diverti qu'à être informé ».

Aux Brouillé, Jean-Noël Tremblay et autres Paré (Lorenzo, bien sûr, sans parenté avec celui qui parle), aux chevaliers d'industrie égarés dans la presse, qui réprouvent toute opinion vierge de censure, il faut citer Roy Thompson, plus conservateur que ceux-là, plus richard que ceux-ci, mais issu d'une race qui a la « mystique du journalisme » :

« C'est le devoir d'un journal de verser leur salaire au plus grand nombre possible d'excentriques ».

Envoi

Voilà peut-être une étrange façon de répondre aux minables qui se permettent de mépriser un journalisme auquel ils ne connaissent rien. Pour vivre heureux, vivons fâchés et ne permettons pas à des plus moches que soi, de nous trouver des défauts que nous connaissons depuis longtemps.

Je me les sers moi-même avec assez de verve,
Et ne permettrai pas qu'un autre me les serve.

★

Un court bilan des

PÉCHÉS DE L'INFORMATION

Jacques DUBUC

MALGRE les apparences tenant à l'abondance extrême de la nouvelle, nous sommes peu renseignés sur la nature véritable des événements mondiaux. Ceci tient à plusieurs causes.

La première est évidemment l'éloignement qui nous prive du contexte propre à chaque événement.

Lors de mon séjour au Pakistan, une nouvelle avait couru les journaux du pays, que la Grande-Bretagne, en paiement de ses dettes de guerre, allait vendre le Canada aux Etats-Unis. Cet amusant bobard, pris au sérieux là-bas, n'aurait aucune chance de survie sur le continent américain.

Nous du Canada, comprenons-nous bien jusqu'à quel point l'intégration raciale dans le sud des Etats-Unis est un drame personnel déchirant pour chacun des individus concernés, noirs et blancs ?

La seconde cause de notre pauvreté d'information tient, il faut bien l'admettre, au peu d'intérêt que nous portons à l'étranger, qui voisine souvent l'ignorance crasse. J'interviewais récemment un étudiant de 20 ans venu solliciter un emploi. Voulant juger de sa vivacité d'esprit je le questionnais sur ses connaissances générales. Je lui avais demandé par exemple où se trouvait la Birmanie : il en ignorait jusqu'au nom; il plaçait par ailleurs l'Australie « quelpue part au sud de l'Atlantique ». Une enquête datant de plusieurs années a révélé que pour nombre d'Américains le Canada était un pays de 150 millions d'habitants.

Mais la raison principale de cet état de chose, c'est le maniement de la nouvelle par les agences de presse. Nous avons au Canada les services des agences suivantes : Canadian Press (agence de tendance libérale et torontoise), United Press et Associated Press (agences américaines), Reuters (anglaise) et France-Presse (dont les nouvelles en provenance du monde francophone sont, paraît-il, ici tenues pour peu fiables). Sur quatre agences, trois servant les intérêts du monde anglo-saxon, quatre centrées sur le monde atlantique, exprimant la tournure mentale de la civilisation blanche à prédominance capitaliste. Jugeons de l'impact sur l'opinion publique d'une telle concentration de l'information. Si au surplus cette information se fait pour une part manipuler, nous sommes en droit de nous croire lésés dans une de nos libertés essentielles : celle de ne pas nous faire lessiver la cervelle.

Manipulation de la nouvelle

Mentionnons tout d'abord qu'il existe une manipulation inconsciente et instinctive de la nouvelle par suite de la structure mentale et des habitudes de vie de celui qui la cueille. Un blanc en Asie sera frappé par exemple par l'habitation en bambou de l'Asiate et en parlera tout spontanément au détriment d'autres faits plus significatifs. Il peut en toute bonne foi ne pas discerner les habitudes mentales différentes de la sienne, et rester stupéfait devant certains comportements qui en découlent. Comment peut-on être Persan, se demandait Voltaire.

Mais on peut aussi fausser sciemment la nouvelle. On peut en tout premier lieu la supprimer. Pour ne citer qu'un cas, rapporté dans le journal La Presse en mars dernier avec quelque peu d'étonnement : l'élection canadienne fédérale de mars fut pour de nombreux pays celle de l'armement nucléaire; il y eut, paraît-il, en divers endroits devant les ambassades canadiennes, des manifestations en protestation contre l'adoption éventuelle des bombes atomiques américaines par notre pays. Or les journaux canadiens se sont à peu près tous tus sur cette réaction significative de l'opinion mondiale. (Cette suppression fut-elle le fait des agences ou des journaux ?).

L'accumulation des détails permet de donner la vedette à certaines nouvelles. L'on s'étendra par exemple sur le désaccord russo-chinois. L'on parlera tout au long du voyage de la reine d'Angleterre en Afrique, avec photos de zoulous à l'appui. Par contre, les insuffisances politiques du Congrès américain paralysé par de vieux bonzes indéracinables ne feront jamais de longues manchettes, sauf en cas de déclaration sensationnelle alors que les exigences du métier le demanderont.

Khrouchtchev a commenté dans ces termes l'encyclique Pacem in Terris :

« Dans sa récente encyclique, le pape s'est prononcé pour la cessation de la course aux amerments, l'interdiction des armes nucléaires, la cessation des expériences avec ces armes, la réalisation du désarmement sous un contrôle international efficace, pour la coexistence pacifique des Etats, des rapports d'égalité entre les Etats et les peuples, et pour l'élimination de l'hystérie belliqueuse. On ne peut pas ne pas voir que ces prises de position sont fondées sur une compréhension réelle du danger que représente la guerre (...). Nous autres, communistes, nous n'acceptons aucune conception religieuse. Mais, en même temps, nous sommes d'avis que dans l'intérêt de la sauvegarde de la paix, il faut que toutes les forces s'unissent ».

Ces paroles du chef russe, remarquables dans la conjoncture actuelle, et dont je n'ai aucune raison de douter de la sincérité, n'ont pas que je sache reçu la diffusion que d'ordinaire l'on accorde à ses déclarations. Serait-ce par hasard qu'elles nous rendraient le personnage quelque peu sympathique ?

On filtre et l'on tronque couramment les nouvelles. L'on écrira (en bulletin de nouvelles remarquons-le) quelque chose comme suit : De Gaulle, après avoir sabordé l'avenir du marché commun, s'apprête à torpiller l'ONU. On fait de la littérature engagée ...

L'on produira une photo savamment croquée. Voici un commentaire sur ce dernier point paru dans la revue américaine The Progressive (juin 1963), sous la signature de Theophrastus Such :

> « Le 15 avril 1963, une photo de l'Associated Press en provenance de la Grande-Bretagne fut publiée en première place dans la presse américaine (...). Elle montrait la marche « Ban the Bomb » de Pâques passant devant Windsor Castle. Cette photo paraissait montrer la tête du défilé (il n'en était rien), et alors que l'on pouvait apercevoir d'autres bannières et écriteaux, le seul qui était visible, et celui-là l'était clairement, c'était celui de « tête » qui se lisait : « Ligue Communiste ». Dans la dépêche de mille mots qui accompagnait la photographie (AP, Reuters et le correspondant du Times), il n'y avait aucune mention des communistes ou du communisme. Confucius (...) disait : un dessin vaut mieux que mille mots. Quand les communistes sont pour, nous sommes contre. Ce qu'ils appuient, ils contrôlent. Ce qu'ils font (même si d'autres font pareil) c'est mauvais. Et voilà mes enfants comment l'on manipule la nouvelle. Elle est manipulée par les journaux. La presse ne ment pas, disait Heywood Brown, elle ne fait que jeter au panier la moitié de la vérité ».

Cette revue poursuit le sujet en expliquant que les agences de presse se substituent aux éditoriaux. Elle distinguait en effet entre la nouvelle, qui doit être absolument impartiale et scrupuleuse d'exactitude, et l'éditorial qui commente la nouvelle et a le privilège et le rôle d'en dégager les éléments qu'il croit significatifs.

Le subit concert anti-de Gaulle quand celui-ci eut finalement refusé à la Grande-Bretagne l'accès au Marché commun est un exemple typique de la nouvelle qui se transforme en éditorial. Les déclarations, toutes reprises en long et en large par les agences de presse, se sont succédées, faisant passer de Gaulle auprès de l'opinion mondiale pour le nouveau Napoléon face à la pauvre Albion devenue subitement sa victime. Des raisons profondes du geste de de Gaulle, la presse n'en a en somme soufflé mot. Je ne prétends pas évidemment ici que de Gaulle avait nécessairement raison, je m'indigne du fait qu'on ait ameuté l'opinion publique contre lui, que les agences de presse lui aient fait un procès en bonne et due forme devant cette dernière.

Il faut à tout prix distinguer la nouvelle de l'éditorial, afin qu'on ne soit pas obligé, pour se faire une idée à peu près juste d'un événement, de fouiller les journaux et revues de plusieurs pays.

Notons que les pays nous paraîtront blancs ou noirs selon le jugement des agences de presse, fondé sur la conjoncture internationale. Avant la dernière guerre, la Russie avait envahi la Finlande; à cette époque la Russie n'était pas encore notre alliée et toute notre sympathie était orientée vers la Finlande. La situation changea sitôt que la Russie eut reçu à son tour l'assaut des troupes nazies, et passait dans notre camp. La Finlande disparut des nouvelles, les Russes nous devinrent sympathiques et le sourire énigmatique de Staline orna la première page des journaux; le communisme était apprivoisé. La guerre sitôt finie l'on s'aperçut que les intérêts divergeaient fort sérieusement; le sourire de Staline perdit son charme que pour ma part j'ai toujours trouvé plutôt féroce, et les Russes redevinrent de méchants communistes. Les hordes de « Japs » que tristement nous avions appris à haïr lors de la même guerre, ayant passé depuis par l'expiation de la bombe atomique et la période de rééducation dirigée par MacArthur, ce grand libéral, nous sont maintenant présentés comme de bons démocrates. Mais qu'ils se le tiennent pour dit : malheur à leur réputation s'ils font mine de fréquenter les Russes. On pourrait trouver à l'infini de ces exemples : la nouvelle est une arme de guerre, c'est l'arme de la guerre froide.

Le sens véritable de la nouvelle; l'opinion publique

Les organes d'information complètent la nouvelle de multiples façons : articles de correspondants à l'étranger, récits de voyage, films, reportages etc ..., et jusqu'à un certain point la corrigent. Mais l'impact massif et répété de la nouvelle, presque identique d'un journal à l'autre, finit par nous avoir et par conditionner l'opinion que nous gardons sur les événements.

J'aimerais que la nouvelle rapproche les peuples, nous aide à accéder à une conscience planétaire, que le fait-divers nous renseigne sur ce qui se passe de quotidien dans le monde en-

tier : par exemple sur l'essor ardu du pays chinois, sur la montée des peuples africains, sur les problèmes de communication entre les îles de l'Indonésie, en somme sur la démocratisation en travail, en dur labeur, partout dans le monde. Et que ce ne soit pas de grâce sous l'éclairage hautain des agences de presse anglo-saxonnes, mais dans un climat de chaleur humaine, et tout au moins d'impartialité.

L'attitude du grand bonhomme qui s'appelait Jean XXIII a rallié tous les coeurs par dessus ce qu'on appelle le rideau de fer et nous indique peut-être pour la première fois en quoi peut consister un véritable internationalisme, dont l'avènement est contrecarré en premier lieu par la propagande américaine omnipotente, et par celles de quelques autres grandes puissances.

Les pouvoirs civils ont toujours voulu contrôler l'opinion publique, car aucun gouvernement fut-il dictatorial n'a pu se maintenir longtemps contre elle. En démocratie, c'est un rouage essentiel : l'opinion publique guide les actes du gouvernement et assure que ce dernier agit bien en conformité avec le voeu de la majorité; c'est en quelque sorte une élection quotidiennement renouvelée. Pour que la démocratie soit sauve, il faut évidemment que l'opinion publique soit bien informée et éclairée.

Elle peut constituer un excellent outil de travail pour un gouvernement intelligent, lorsque ce dernier réussit à la provoquer, discuter avec elle, modifier ses propres positions, et finalement emporter son adhésion, à la façon par exemple de René Lévesque.

Or qui contrôle dans nos pays occidentaux l'opinion publique, en ce qui concerne surtout les événements mondiaux ? En dernière analyse, on aboutira à la source même de l'information, à l'agence de presse dont le pouvoir sur les gouvernements est parfois effarant. Le gouvernement Kennedy en particulier est absolument impuissant à modifier le cours de la guerre froide : l'opinion publique américaine, chauffée à blanc par les agences de presse, et en instance d'hystérie dès que l'on prononce le mot : communisme, lui dicte sa conduite inflexible, que l'histoire jugera plus tard du dernier ridicule.

L'impact massif de la nouvelle, toujours favorable au monde anglo-saxon et peu encline à doter de vertu les complexes de civilisation étrangers, toujours farouchement opposée au monde communiste et à tous les « ismes » qui s'opposent à « l'American Way of Life, » nous entretient dans un climat d'égoïsme et de haine, et nous bouche vraiment les avenues vers le monde universel. Quiconque a voyagé peut affirmer que les événements prennent une toute autre tournure hors du monde occidental, et qu'on y respire en somme plus librement.

Quant à nous du Québec, ne serait-il pas avantageux que la nouvelle nous fasse pénétrer aussi davantage dans le monde francophone ? Nous y retrouverions des affinités bénéfiques.

★

Lettre d'un journaliste catholique au R.P. Jean-Louis Brouillé, s.j.

Jacques HÉBERT

Mon révérend père,

Ainsi vous croyez toujours qu'un journal catholique ne devrait embaucher que des journalistes catholiques et vous semblez croire que seul un journaliste catholique peut écrire les vérités que vous voulez entendre.

Eh bien, mon père, calez-vous dans votre fauteuil et lisez tranquillement cette lettre. Elle devrait vous convenir tout-à-fait puisqu'elle est rédigée, comme par hasard, par un journaliste catholique.

Je sais qu'avec vous, il ne suffit pas de dire ces choses. Vous voulez mettre votre doigt. Vous le mettrez donc.

A l'époque encore récente où votre père spirituel, le R.P. Ledit, faisait croire aux braves gens de cette province que j'étais un communiste, et qu'un prêtre exhortait les fidèles d'une paroisse de Montréal (Saint-Jean-de-la-Croix, si mes mauvais souvenirs sont bons) à prier pour ma conversion, à cette époque, il m'aurait paru inconvenant de brandir ma foi et de proclamer que j'étais aussi catholique que M. Duplessis. Aujourd'hui, c'est déjà plus facile et demain, peut-être, cela demandera du courage.

Mon très cher père, je suis donc un catholique. Et ça fait 40 ans que ça dure. J'ai été baptisé à l'église Saint-Louis-de-France, confirmé

et tout. J'ai fréquenté un jardin d'enfants des bonnes Soeurs de la Providence, j'ai acheté des tas de petits Chinois. Puis j'ai passé quelques années chez ma grand-mère, dont on disait dans la famille qu'elle était une sainte. Pendant ces quatre années, j'ai fait plus de chemins de la croix et récité plus de rosaires que vous n'avez pu le faire vous-même depuis que vous êtes chez les jésuites. Ma grand-mère m'aspergeait d'eau bénite tous les jours et me badigeonnait, selon les besoins, d'huile de saint Joseph ou d'huile de la bonne sainte Anne.

Et puis, comme il convenait, j'ai commencé mon cours classique chez les jésuites, au Collège Sainte-Marie. Là, j'ai eu une grâce qui n'est pas donnée à tous les catholiques : j'ai connu un saint homme. Un peu fou, sans doute, mais comme Dieu les aime : le R. Père Thomas Mignault. Je n'hésite pas à le nommer, sachant que rien ne peut attaquer la simplicité de son coeur : il a toujours eu pleinement conscience d'être un homme de Dieu, et le proclamait avec la belle candeur de saint Paul. (Soit dit en passant, les saints n'ont pas d'avenir dans votre communauté; faites-vous raconter ce que vos supérieurs ont fait du R. P. Mignault . . .) Plus tard, j'ai beaucoup cherché, sur les routes du monde, un saint. Sans succès. Un jour, peut-être, en Inde, ai-je vu un jeune homme de 25 ans qui ressemblait fort à un saint. Mais un saint hindou, ça vaut ce que ça vaut : ça ne devrait même pas travailler à *La Presse* . . .

Je paie ma dîme et je vais à la messe tous les dimanches à l'église Saint-Mathieu-de-Beloeil (une des plus laides de la province). Un peu publicain sur les bords, et un peu myope aussi, je m'assois généralement dans un des premiers bancs, à droite. Je vais communier quand je peux. Je prie pour les morts et pour les vivants, sans jamais oublier mon évêque, Mgr Douville, bien que je ne sois pas d'accord avec la sorte d'évêque qu'il est.

De plus, sur semaine, je m'efforce d'obéir aux commandements de Dieu et de l'Eglise. Je n'ai pas à vous dire, il me semble, jusqu'à quel point j'y réussis. Ne vous en déplaise, je me confesse chez les dominicains.

Côté foi, ça va. Petites crises de temps en temps, mais rien d'alarmant. Je crois en Dieu, au Père, au Fils, au Saint-Esprit, à l'Immaculée Conception (ça, bonne Mère du Ciel! j'avoue que ça me force un peu, mais, quand même, ça va). Bref, je crois à tout, sauf aux lampions.

Je crois en l'Eglise, je me sens, avec toutes les fibres de mon être, fils de cette Eglise tellement imparfaite. Des curés me désespèrent, des évêques m'enragent et des papes m'ennuient. Mais je me fais une raison : un catholique qui a vécu, pendant cinq ans, sous Jean XXIII, peut tout pardonner aux imbéciles tonsurés. Je grogne, je grogne, mais j'aime l'Eglise. Je ne pourrais vivre une minute en dehors d'elle, je m'éteindrais comme une lampe sans huile.

Donc, mon très cher père, à moins que je ne m'abuse fort, c'est un catholique qui vous parle. Un catholique (je vous dis tout, au risque de perdre encore quelques amis agnostiques, ce qui me désolerait) qui n'est même pas membre du Mouvement laïque. (Ni des Ligues du Sacré-Coeur.)

Cela suffit-il, bon Père Brouillé ? Suis-je assez catholique à votre gré pour avoir le droit de vous dire deux mots ?

Après ce préambule démesuré, qui témoigne de ma patience plus que de mon humilité, j'arrive au fait : votre déclaration de Saint-Emile-de-Montcalm à la session d'étude de la Presse étudiante nationale.

Sortant de votre fourneau enfumé votre plat favori, dix fois réchauffé, racorni, calciné, vous avez encore insulté la presse du Québec, affirmant qu'elle trahit notre milieu. Avez-vous démontré qu'elle informe mal la population ? Non. Vous avez rapidement redéclaré que la presse catholique n'avait pas le droit d'embaucher des journalistes qui ne soient pas catholiques. Votre pensée, si on peut dire, commence et finit par cette affirmation suffisamment simpliste pour qu'elle porte dans certains milieux populaires et suffisamment injuste pour que les journalistes honnêtes en soient ulcérés et réagissent. Cette réaction, c'est votre récompense : plus elle est violente, plus vous louez le Seigneur; plus on vous confond, plus votre vocation de martyr s'exalte. Vous êtes beau, ô petit-masochiste-de-saint-ignace !

Pour ma part, je n'ai nulle envie d'entrer dans votre jeu, et bien qu'il serait facile de vous secouer rudement, c'est-à-dire, au fond, de vous récompenser, je me contenterai de vous énoncer une froide évidence : pour être un bon journaliste, *même dans un journal catholique,* il importe mille fois plus d'être un homme compétent et honnête, d'être *une conscience,* que d'être catholique. Un tel journaliste, qu'il soit athée ou juif, donnera une information *honnête :* qui pourrait souhaiter davantage aux lecteurs catholiques et aux autres ?

Je conçois sans peine que, par exemple, un journal diocésain, destiné à diffuser la pensée de la hiérarchie, embauche exclusivement des journalistes catholiques. (Encore qu'il pourrait, au plan de la simple information, utiliser les services de journalistes particulièrement compétents quoique non catholiques). Mais il serait inadmissible et dangereux qu'un journal laïque, même voué aux intérêts catholiques, exige un billet de confession des journalistes à son emploi. Ce journal trahirait sa mission même et il mériterait les pires reproches de la société qu'il entend servir s'il choisissait ses journalistes en fonction

de leurs croyances religieuses plutôt que de leur compétence.

En affirmant le contraire, mon très révérend, vous trompez les braves gens encore convaincus qu'un jésuite est une manière de savant consacré dont la moindre parole découle naturellement du message évangélique; en écrivant le contraire dans *Actualité,* vous informez mal vos lecteurs, vous répandez l'erreur en sachant que le caractère particulier de votre revue lui donne une apparence de vérité, vous abusez de vos *imprimatur* et *gueulatur,* bref vous êtes un mauvais journaliste.

Enfin, et cela me semble plus grave, quand vous dénoncez des journalistes catholiques, dans les cercles d'études ou, plus souvent encore, dans les réunions mondaines et les coquetels littéraires, quand vous diffamez nommément tel ou tel excellent journaliste en le qualifiant d'agnostique, vous devenez une cause de scandale.

En terminant, mon cher père, je voudrais au moins dissiper une équivoque : vos idées m'indignent, votre désinvolture m'agace, votre esprit *joual* me crispe et votre activité tapageuse constitue, pour moi catholique, une épreuve de tous les jours. Mais quand, lisant vos déclarations, j'ai la faiblesse de m'enrager, quand, mis en votre présence, je succombe à la tentation de vous dire votre fait, jamais je ne méprise l'être que vous êtes car il m'est *impossible* d'oublier, même un instant, la flamme qui est en vous. Et si je me trouvais à l'article de la mort et que vous étiez dans les alentours, je vous appellerais pour vous demander pardon de cette lettre. En mon âme et conscience je crois devoir l'écrire. Mais, sait-on jamais : si c'était bêtement la colère qui avait guidé mon stylo-bille ? Puis, je vous dirais tous les péchés de ma vie et vous demanderais l'absolution. Et je saurais que les gestes que vous feriez, vous le père Brouillé, *of all people,* me donneraient la paix de l'âme.

Quand on est *bête* comme ça, avouez-le, c'est bien qu'on doit être catholique.

Mon père, ce catholique, ce pécheur très catholique, vous salue bien en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

★

CONSIDÉRATIONS SUR LES SERVICES D'INFORMATION À RADIO-CANADA

G. DUNAN

LA Société Radio-Canada jouit au sein de la collectivité canadienne-française d'un prestige qui est devenu déterminant dans son évolution historique. Il suffit pour s'en convaincre, d'imaginer un instant ce que serait devenue l'intelligentsia québécoise comme entité culturelle, si la digne Société n'avait pas vu le jour. Interrogez à cet égard des écrivains, des comédiens, des journalistes ou des professeurs d'université. Tous seront sans doute d'accord pour affirmer que si la Société Radio-Canada n'avait pas existée, il aurait fallu l'inventer . . . comme Dieu le Père! Cela dit, tenter un examen critique d'une telle entreprise, ne fut-ce que pour un seul secteur de ses multiples activités, ne va pas sans quelques mises en garde respectueuses.

On nous demande de jeter un regard sur les services d'information qui émanent de Radio-Canada. Il importe de s'en tenir à une critique valable, sans amorcer un procès qui ferait le jeu des détracteurs systématiques de cette admirable machine.

La diversité des services d'information à Radio-Canada traduit assez bien la diversité des objectifs qu'elle s'est fixés en vue de contribuer au progrès social et culturel de la population. Il faut avouer cependant que, vue de l'extérieur, la Société ne semble pas toujours suivre une politique cohérente en matière de programmation. Il est arrivé que des émissions particulièrement goûtées du public aient été supprimées sans préavis et sans que les principaux intéressés, auditeurs ou téléspectateurs, aient été informés des raisons qui militaient en faveur de telles décisions. Assez curieusement, la direction de Radio-Canada a tendance à dissimuler le plus possible ses motivations, afin d'éviter des controverses parfois dangereuses, même quand il serait de bonne guerre d'étaler au grand jour les fondements de ses décisions. Pourquoi tant de mystères? Il faut comprendre que *la direction* de Radio-Canada est l'une des personnes morales les plus vagues qui soient. Cela est attribuable au fait que, comme

tout organisme aussi vaste, sa structure hiérarchique est d'une complexité prodigieuse. Sur papier, l'organigramme des divers niveaux de responsabilité semble fort précis, mais dans la pratique, plusieurs juridictions se chevauchent, ce qui donne souvent lieu à des flottements, à des frictions internes entre divers services, et même à des concurrences qui se font au détriment de l'intérêt général. Les services d'information souffrent forcément de cette situation et il est important de l'établir au départ, car bien des anomalies ou ce qui semble même des absurdités, découlent de partages ou de conflits de juridictions.

En matière d'information, Radio-Canada a deux objectifs principaux: primo, transmettre les nouvelles le plus rapidement et le plus objectivement possible; secondo, éclairer l'opinion publique en lui fournissant les éléments essentiels à la compréhension des événements. Cela a l'air fort simple, mais nous verrons que des problèmes de définition se posent en ce qui concerne ces préalables. N'anticipons pas, et examinons les moyens dont dispose la Société pour atteindre les objectifs qu'elle s'est prescrits.

Il y a d'abord les services de nouvelles. Afin de restreindre notre champ d'observation, qu'il nous soit permis de nous en tenir à la télévision. Cela, sans préjudice à la radio qui, à certains égards, est plus efficace que le petit écran. De toute façon, ce qui sera dit pour la télévision sera souvent valable pour la radio.

Le *Télé-Journal,* par sa fréquence quotidienne et par son tirage considérable, est la clef de voûte de l'information à Radio-Canada. Si l'on parle souvent de l'influence de la grande presse sur l'orientation de l'opinion publique, on oublie un peu que les nouvelles télévisées sont devenues un concurrent redoutable des journaux. Il suffit de donner comme exemple le fait que des ministres « s'arrangent » parfois pour réserver à la T.V. le *scoop* de certaines informations qui feront la manchette des journaux du lendemain. C'est que les hommes politiques connaissent bien maintenant la force d'impact de l'image et du son, même si ce nouveau mode de diffusion favorise le meilleur et le pire. C'est aussi son caractère d'instantanéité, doublé d'une vaste diffusion qui atteint parfois un tirage de plus de deux millions en cote d'écoute pour le réseau français, qui confère au petit écran ses lettres de noblesse.

Que vaut donc ce Télé-Journal, devenu le miroir parfois cruellement fidèle de notre milieu? Si nous considérons d'abord les textes, il est évident qu'ils laissent souvent à désirer, même si, récemment, certains chroniqueurs de T.V. signalaient à cet égard une nette amélioration. On souhaiterait quand même que le Comité de linguistique de Radio-Canada, ignoré du grand public, le soit un peu moins des membres de *l'American Newspaper Guild.* Mais il ne s'agit pas uniquement de la forme. Le contenu des textes, et nous pensons surtout à leur exactitude, est trop souvent entaché de notions approximatives, d'erreurs grossières ou tout simplement d'obscurités. Nous savons bien que ces nouvelles sont rédigées d'heure en heure, dans la fièvre du *dead line,* et que la plupart des rédacteurs ne sont pas doués de connaissances encyclopédiques qui leur permettraient parfois de ne pas transcrire littéralement certaines bévues, ou d'éviter d'en commettre de leur crû. Il y a là un problème de recrutement de personnel que des limitations budgétaires ne facilitent pas. Sans doute que l'embauche de journalistes de première force serait trop coûteuse . . . D'autre part, la salle des nouvelles, c'est bien connu, est une véritable plaque tournante du personnel. Les meilleurs s'en vont vite exercer leur talent ailleurs et les cadres sont ainsi en refonte perpétuelle. Ou alors on confie de nouvelles fonctions aux plus doués, la supervision par exemple, ce qui se fait toujours au détriment de la production.

Il faut aussi mentionner l'élaboration du Télé-Journal, c'est-à-dire la manière dont les nouvelles sont ordonnées. Nous sommes souvent ici en face d'un arbitraire qui étonne. Les critères de la sélection des informations apparaissent quelque peu mouvants. Parfois, le téléspectateur a l'impression que des directives subites déterminent l'agencement des nouvelles, selon des motifs difficiles à déceler. On sent que soudainement, le mot d'ordre va dans le sens d'une priorité aux nouvelles canadiennes. Après quelques semaines ou quelques mois de ce régime dont sont férus certains postes privés, on revient sans crier gare aux manchettes sur le Moyen-Orient, l'Europe, l'Asie ou que sais-je encore . . . Nous concevons que ces va-et-vient dans l'ordonnance des nouvelles doit dépendre de la personnalité des responsables qui sont tour à tour appelés à décider du *line-up,* comme on dit dans le langage du métier. Mais il est à espérer qu'un jour viendra où une certaine standardisation s'instituera, et qui fera du Télé-Journal, un produit fini d'une grande qualité. Il existe de bons modèles là-dessus et nous suggérons aux rédacteurs l'audition fréquente de bulletins radiophoniques de la B.B.C. par exemple, ou la lecture régulière de certaines chroniques politiques du New-York Times, ou du Monde.

Ce n'est pas tout. Il faut dire que le Télé-Journal, comme tous nos journaux, doit s'en remettre aux agences de presse pour la plus grande partie de ses informations. Or, c'est un secret de polichinelle de parler du monopole qu'exercent trois ou quatre grandes agences de presse internationales. Pour des raisons financières faciles à comprendre, Radio-Canada (tout comme la plupart des journaux d'ailleurs) ne peut se permettre le luxe de créer à son usage un réseau d'information autonome. Il y a là un problème

d'ordre économique pour ainsi dire insoluble, dans l'immédiat. Des articles aussi pertinents que ceux que signait récemment monsieur Jacques Poisson dans le Devoir, ne peuvent guère que constater l'état de dépendance déplorable de nos organes d'informations à l'égard des puissants cartels anglo-saxons ou étrangers. Radio-Canada s'alimente donc, comme tout le monde, aux télé-scripteurs de la *Canadian Press,* de l'*Associated Press,* de l'*United Press International,* de *France-Presse* et de *Reuter.* Devant de tels monstres sacrés, que peut-on faire? Nous croyons que le seul contre-poids à ces services de propagande organisée, consiste en un discernement de tous les instants. On doit surtout faire appel à l'intelligence des rédacteurs de nouvelles qui doivent, non plus traduire littéralement les dépêches qui émanent des officines de New-York, de Londres ou de Paris, mais procéder à des adaptations qui soient fondées sur la vraisemblance. Au surplus, on peut dresser une sorte de tableau de Mendéléev des agences de presse, établir une échelle d'objectivité relative. Tout journaliste quelque peu lucide, rompu à la pratique quotidienne de l'information, vous dira que telle agence est plus fiable que telle autre touchant telle question. Ce qui signifie qu'on peut opérer des recoupements, selon la nature des événements et la provenance des dépêches. A Radio-Canada, les responsables du service des nouvelles doivent être conscients de ces choses. A l'usage, on reconnait, disons à l'agence Reuter, une supériorité évidente pour les informations d'ordre scientifique. France-Presse a aussi ses vertus et s'oppose souvent à la conception anglo-saxonne de l'information qui consiste, un peu mécaniquement, à coiffer les dépêches de préambules ou de *leads* destinés à résumer les événements, mais qui très souvent les présentent sous une optique tendancieuse. Mais il est évident que durant la guerre d'Algérie, France-Presse, sous la coupe du ministère de l'Information de la République française, devenait raisonnablement suspecte. Il en est de même des deux grandes agences américaines touchant les péripéties de la guerre froide, chaque fois que des événements mettent en jeu les intérêts des Etats-Unis. Peut-on imaginer sans rire qu'une agence comme l'*United Press International* puisse câbler sur la réforme agraire de Cuba, autre chose qu'un ramassis d'insanités anti-communistes, alors que l'on sait fort bien que le bureau de direction de cette agence est de connivence étroite avec certains éminences grises du *State Department* ou avec les *lobbies* de puissantes compagnies évincées par les nationalisations de Fidel Castro? Mais en voilà assez pour souligner à quel point les services de nouvelles de nos journaux et de Radio-Canada sont à la merci de trusts idéologiques qui, à l'aide de coups de pouce appropriés, se font un jeu de « guider », en une semaine ou deux l'opinion publique de toute une nation, conformément aux intérêts d'un petit nombre de flibustiers de la finance pour qui la démocratie est d'abord et avant tout l'épanouissement inconditionnelle de la libre-entreprise.

* * *

Si nous passons, des textes, à la manière dont ils sont lus, une écoute attentive des bulletins nous porterait à croire que Radio-Canada aurait intérêt à faire un choix plus judicieux de ses annonceurs, pour une fonction qui demeure capitale à son renom et à son prestige. Trop longtemps, semble-t-il, le Télé-Journal a servi de terrain d'essai ou d'exercices à des débutants ou à des speakers de second ordre. Ce n'est pas être sévère que de compter sur les doigts de la main les bons lecteurs de nouvelles. Quand on a encore en mémoire l'époque où trois ou quatre voix incarnaient à elles seules Radio-Canada, on ne peut que déplorer l'appauvrissement de la Société à cet égard. Il semble que l'avènement de la télévision et l'expansion naturelle des réseaux radiophoniques aient dilué, en augmentant les besoins, la qualité, qui fut naguère exceptionnelle, de l'équipe des annonceurs; cela dit en admettant bien entendu que de bonnes recrues sont venues assurer la relève. Mais ce sont des exceptions.

Sous ce rapport, on constate un autre point faible, encore plus grave, toute réflexion faite. Je veux parler des correspondants du service des Nouvelles. On les entend aussi bien au Télé-Journal qu'à *Caméra,* émission hebdomadaire. La plupart d'entre eux sont des journalistes de carrière, mais précisément quand ils s'improvisent ainsi dans un métier qui demanderait tout de même une certaine préparation, ils nous infligent des spectacles qui ne sont pas très à l'honneur de Radio-Canada. Sans rappeler les pitreries de collégiens que nous administrait voici quelques mois encore l'édition métropolitaine, il suffit de s'en tenir aux performances des commentateurs attitrés à Ottawa, Québec ou Montréal pour avoir le goût de se boucher les oreilles ou d'opter pour une médiocrité plus folklorique, le canal dix par exemple. C'est à croire que le critère premier de sélection du personnel s'inspire d'un conformisme à la petite semaine où l'art du commentaire se limite à ânonner des communiqués de presse truffés de clichés et de demi-vérités. Faut-il attribuer ce nivelage des esprits au souci presque maladif de Radio-Canada d'une sacro-sainte objectivité? Concédons que la direction ne saurait souffrir, chez son personnel, des prises de position qui l'engageraient aux yeux du public, et la feraient sortir de son rôle de diffuseur impartial des opinions. Il reste que les commentateurs pourraient faire preuve d'un peu plus d'allant. Sous ce rapport, leurs collègues du réseau anglais affichent plus de personnalité, plus d'aplomb, tout en s'en tenant aux normes prescrites.

Parlant d'objectivité, il est amusant de souligner comment le service des nouvelles croit équilibrer ses bulletins en période électorale, face aux différents partis. On a mis au point un système qui consiste à calculer à la seconde près, la durée des déclarations électorales diffusées au Télé-Journal, du début à la fin de la campagne. S'inspirant d'une compilation digne des statistiques de la Ligue nationale de hockey, les responsables du service s'efforcent de répartir le temps alloué, faisant en sorte qu'à la ligne d'arrivée, c'est-à-dire à la clôture de la campagne électorale, les partis en lice aient le même pointage. Radio-Canada se fait ainsi fort de repousser les accusations de partialité qu'on ne manque jamais de lui adresser. Cette arithmétique est tout de même un peu infantile puisqu'elle ne tient pas assez compte du contenu des déclarations et de leur qualité intrinsèque. Un extrait de discours de monsieur Pearson sur les débouchés agricoles de nos cultivateurs de l'Ouest n'a pas la même portée électorale qu'un extrait de discours de monsieur Diefenbaker sur les armes nucléaires.

* * *

Examinons maintenant quelques formes typiques d'informations à la télévision. L'interview, fort à la mode et que l'on retrouve partout, mérite qu'on s'y arrête. En fait, une étude minutieuse de son mécanisme nécessiterait un véritable traité de psychologie. Ce qui reviendrait en somme à faire l'analyse d'un succès phénoménal dans ce domaine; allusion limpide à l'âge d'or de Point de Mire et à celui qui a traversé le monde du reportage comme une comète fulgurante et dont le spectre hante encore les gens du métier demeurés sur la brèche.

Le mythe *René Lévesque* a créé le mythe de l'interview. Prodigieux ventriloque de l'homme-de-la-rue, Lévesque avait le don inné de faire dire parfois aux gens le contraire de ce qu'ils pensaient ou ce qu'ils n'auraient jamais osé exprimer sans sa maïeutique toute faite d'interrogations nerveuses, ponctuées dans un langage à la fois populaire et précis, d'un bon sens à bout portant et qui avait la vertu presque magique de démuseler toutes les bouches. Or, le travail génial de Lévesque à Radio-Canada a eu curieusement pour effet de dissimuler le vide qui l'entourait. Ce n'est qu'une fois cet homme disparu du petit écran pour les destinées que l'on sait, que Radio-Canada s'est avisée de la nécessité d'une relève. Bien entendu on pouvait déjà compter sur des personnalités de grand talent telles que Jean-Louis Gagnon, Gérard Pelletier et André Laurendeau, mais ces vedettes n'oeuvraient pas dans la même sphère. D'autre part, la multitude des imitateurs de Lévesque n'a jamais comblé le vide laissé par le maître. C'est que l'aisance avec laquelle il faisait accoucher les gens de leurs opinions, a fait croire à la facilité du procédé. Aujourd'hui, plusieurs en sont revenus et les téléspectateurs ne s'y sont jamais laissés prendre. Bien sûr, quelques émissions sont parvenues à des réussites exceptionnelles, grâce au talent d'une Judith Jasmin pour ne pas la nommer, ou d'un Raymond Charette. Et il y a un Lucien Côté qui fait un travail honnête à *Caméra,* et deux ou trois limiers du journalisme télévisé à *Aujourd'hui*. Mais l'on sent confusément que ces artisans chevronnés souffrent d'une rigidité que leur impose l'énorme carcan des directives traditionnelles de Radio-Canada.

Sans vouloir emprunter le langage abstrait de la métaphysique, nous serions tentés d'entrevoir, après un examen de séries comme Conférence de Presse, Caméra, Actualités Politiques, Premier Plan, Tribune Libre, le problème insoluble de l'Un et du Multiple. A considérer par exemple l'émission *Caméra,* on relève une tendance récente à multiplier les participants autour d'une table, comme si leur nombre pouvait suppléer à la qualité de leurs interventions. Et d'autre part, à *Actualités Politiques,* tout gravite autour d'un animateur unique qui tente d'unifier les divers éléments de l'émission. Nous ne nous sentons pas en mesure de trancher là-dessus. Il est à espérer que ces deux formes d'information, centrifuge et centripète, trouvent chacune leur public. Mais il faut bien signaler le fait que Caméra et Actualités Politiques font parfois double emploi, sinon par la forme, du moins par le fond. Il y a là, apparemment, un petit problème de coordination ou d'intégration que nous soumettons à la direction de Radio-Canada. Nous imaginons bien que dans l'esprit des responsables, chacune des émissions remplit une fonction déterminée; mais le public lui, n'y voit la plupart du temps que du feu.

* * *

Au niveau de la technique visuelle, nous croyons qu'il est grand temps de dénoncer l'abus de l'écran dit *cellomatic* qui est devenu le décor permanent des Télé-Journaux. Ne serait-ce qu'au point de vue esthétique, il serait à souhaiter que les réalisateurs s'abstiennent d'un usage immodéré de ce dispositif, ingénieux et efficace quand il s'agit d'obtenir certains effets, ou pour la projection en gros plan d'animations, mais qui est d'une laideur criante sur le petit écran. Son cadrage repousse d'ailleurs l'annonceur à une position excentrique qui distrait le téléspectateur. En outre, la projection quotidienne et à la queue-leu-leu, de têtes trop bien connues de notre monde politique, assomme littéralement par sa monotonie. Quant aux cartes géographiques, nous n'avons certes pas de félicitations à distribuer. Elles sont la plupart du temps fort mal faites, et quand elles sont bien faites, il est rare qu'on puisse en percevoir le détail avec netteté, en raison de l'abus de plans éloignés.

(suite, page suivante)

LA FIÈVRE DE LA TOMBÉE

Pierre GODIN

Y a-t-il témoin plus fidèle, plus symbolique, de notre époque de turbulence que le journal quotidien ?

Forgé selon le rythme impétueux de la loi de l'information journalière, le journal reflète la tyrannie mystérieuse de l'événement qui, tout juste né, à peine connu, s'engloutit déjà dans le silence cosmique d'un monde changeant, au souffle haletant, dont les artères transmettent le battement d'un coeur affolé.

Les passions humaines font rarement la grève. L'homme féconde sans cesse sa terre. La société s'agite. On la berne, la trompe, la violente. Les événements se bousculent... et le public est vorace.

Pour n'être pas désuet dès la parution, pour soutenir la cadence d'une information débordante et pour procurer aux lecteurs une nouvelle toute « nouvelle », fraîche et encore toute chaude, le journal doit faire diligence en accélérant, souvent en bousculant, les étapes de sa gestation.

Vitesse, rapidité, célérité, voilà donc les caractéristiques fondamentales du mode de fabrication du quotidien moderne. Ce sont là les tyrans devant lesquels il s'abolit, afin d'être le miroir fidèle de la société, pour employer un cliché à la mode.

Quel tribut pénible ne doit-il pas payer à la justesse, à la qualité, à la perfection ! Pour ne pas retarder sur l'événement, pour le devancer plutôt, le journal sacrifie beaucoup. Qui saura dire combien de journaux ont vu ainsi leur « vertu » immolée sur l'autel métallique de la presse assoiffée !

Dès lors, sachant que le pire ennemi de l'oeuvre d'art est un trop grand empressement à la faire, venir affirmer ici que le quotidien, du moins dans sa forme actuelle, loin d'être un chef d'oeuvre, reste toujours perfectible, amendable et corrigible, ne doit pas étonner, compte tenu des conditions dans lesquelles il est fabriqué.

Et, quelles conditions ! Le lecteur serait-il plus indulgent s'il pouvait deviner la série d'embûches dressée sur la route sinueuse et longue séparant le fait à l'état brut de sa « forme journalistique », c'est-à-dire de son état de nouvelle.

Du moins, deviendrait-il plus tolérant s'il savait combien d'hommes s'agitent, combien de machines tournent pour une seule petite nouvelle. Une fois celle-ci survenue, il faut aller la cueillir sur place, le plus souvent, il faut enquêter, interroger, vérifier, situer l'intérêt des protagonistes, etc.

Puis il faut la façonner, la mettre en forme journalistique, la tirer, l'interpréter et juger de sa signification et de son importance en soi et par rapport aux autres nouvelles.

Cette vaste opération, est-il besoin encore de le souligner, doit se faire dans une période de temps minimum et sous le fouet du despostique « dead line », ou préférablement de l'inexorable heure de tombée.

Elle accapare plusieurs hommes rompus généralement aux techniques de leur métier mais bornés comme tous les autres hommes, possédant une vision propre du monde, qui leur fait apercevoir les choses suivant une certaine lumière, et nantis aussi, il faut bien le dire, de préjugés philosophiques et politiques.

Idéalement, nous pouvons concevoir un journal parfait, au double point de vue de la forme — c'est-à-dire sans lacune grammaticale — et du fond — c'est-à-dire présentant une information rigoureusement objective —, dans la réalité du journal de tous les jours, il reste que celui-ci comportera toujours imprécision, gaucherie, fractionnement, biais.

(suite au bas de la page 18)

(suite de la page précédente)

Qu'il nous soit permis de conclure sur une note optimiste. Après avoir relevé un certain nombre de points faibles dans les émissions d'information de Radio-Canada, il reste que telles quelles, elles n'en constituent pas moins un effort louable pour doter le réseau français d'un organe de conscience collective. On ne compte plus les émissions qui ont créé ou éveillé, dans l'esprit de milliers de téléspectateurs, une sensibilité sociale ouverte aux problèmes politiques de notre temps. En dépit de ses limitations, Radio-Canada a assuré aux artisans de l'information, un climat de liberté qui somme toute, quand on le compare par exemple à ce qui règne chez nos cousins d'outre-mer, ne le cède à personne. Il suffit de lire les journaux français pour s'en rendre compte. A les en croire, Radio-Canada serait un modèle que les responsables de la R.T.F. auraient intérêt à imiter!

★

NOTRE PRESSE EST LIBRE ET INEFFICACE

Michel Van SCHENDEL

UNE fois l'an, les académiciens de l'Institut canadien des affaires publiques convient à leur festival oratoire quelque « honnête homme » de France dont la componction vient s'exercer à épeler un nombre mesuré de pensées judicieuses. Cet illustre ayant habituellement le cerveau bien fait — ce qui n'est pas le cas de tous les grands hommes —, il arrive que l'expression de ses idées soit tout de même fort utile. A défaut souvent d'être neuves, elles offrent des définitions claires, parfois stimulantes.

C'est ainsi que le dernier invité, M. Alfred Sauvy (que ne vise pas l'espièglerie de ce début), parla incidemment du rôle de l'information. Il désigna quelques points de repère. Le rédacteur en chef d'un journal est un censeur, dit-il. Il l'est nécessairement, car sa tâche est de déterminer les priorités que l'information doit respecter. Ces priorités sont politiques, économiques, idéologiques; elles varient selon les journaux, les circonstances, les régimes. Sans leur intervention, aucune politique d'information n'est possible, aucune liberté n'est réelle.

Tout le problème de la liberté de la presse se trouve ici posé, sous la forme d'un théorème. Je voudrais débrouiller ce théorème, en évitant surtout de rester prisonnier de son abstraction.

C'est le Québec qui m'intéresse, c'est l'exercice de la liberté d'information au niveau des priorités québécoises, — c'est la prise de conscience de ces priorités objectives plus encore que la défense d'une liberté dont j'ai bien peur que la désignation ronflante ne soit synonyme d'une certaine pauvreté de contenu, voire d'une contrainte inutile et déprimante.

Je m'explique. Si la liberté d'information est subordonnée au choix de priorités, ce choix étant politique et définissant une pensée, c'est à la pensée, c'est à la politique du journal qu'il faut prêter attention avant d'examiner la mesure dans laquelle il informe vraiment ses lecteurs. Le pouvoir d'information est d'abord une attitude politique.

Au Québec, la liberté de presse ainsi entendue existe en apparence. La question est de savoir si les journaux en profitent. Qu'en est-il en particulier de ceux d'entre eux qui semblent en être le plus conscients ?

Dans ces journaux-là, on passe régulièrement à l'attaque tantôt du créditisme, tantôt du « canadianisme », tantôt de l'indépendantisme. La peur des excès est parfois une façon de se cacher la tête. On trépigne respectueusement à la porte d'un certain nombre de moulins à vent et il arrive qu'on les bombarde à renfort de boulets . . . non pas rouges mais blancs. A vrai dire, « nos seigneurs les évêques » ne sont pas des moulins à vent, mais la défense d'une liberté étroite conduit à prendre pour manifestation de puissance, qu'il faut craindre, ce qui n'est très souvent que l'effet de l'ankylose. A moins qu'on ne soit à ce point soi-même rouillé dans ses artères qu'on ne puisse plus faire la différence. Le défaut d'optique, l'exagération du pouvoir évident de l'Eglise confère effectivement aux interventions in salubres de cette dernière une puissance qui serait moins efficace si on en avait moins peur. Très étrangement, cette peur rend volubiles ceux qui en sont atteints, qui ne se l'avouent pas, qui même recommandent le sang-froid. Ils ne traitent plus que de ça, laissant dans l'ombre, c'est-à-dire à d'autres, le soin de parler (moins éloquemment) des questions d'une importance plus décisive.

Mais la liberté de presse se définit moins par la qualité des ennemis que l'on attaque que par celle des causes que l'on défend. Aussi nos journaux ont-ils soin de désigner leurs objectifs. Ils

---

(suite de la page précédente)

Ces infirmités, quasiment congénitales pourrait-on dire, le quotidien d'information les doit à ce fossoyeur par excellence de la perfection : la vitesse !

Ce sont là faiblesses de genre qui résultent du mode de vie et de fabrication du journal contemporain; — mode de vie consistant à traquer, partout dans le monde et à toute heure du jour, un événement instable, fluide et souvent imprévisible, un mode de fabrication empruntant le rythme impétueux d'un torrent.

Sans doute ce n'est pas très gai pour le journaliste de devoir cohabiter avec ces tares. Du moins, peut-il se consoler avec la pensée que c'est peu à côté de cette lèpre malicieuse qui consiste à tronquer et à dénaturer la vérité sans vergogne.

Hé ! Oui. Il paraît que ça se fait.

★

sont pour l'autonomie. Pour l'autonomie provinciale et — pourquoi pas ? — pour l'autonomie municipale. L'histoire et l'idéologie du système étant confuses, ça leur permet de faire leur devoir sans quitter ce qui n'est au fait que le terrain vague de la politique. Leur nationalisme sincère ou forcé n'y fait rien. Ils éprouvent la tentation de ne pas se compromettre sur le fond du problème. Souvent, ils ne précisent leur pensée que pour verser dans le juridisme auquel, par définition, l'autonomie se restreint.

Ce combat d'arrière-garde a son utilité. Après tout, le provincialisme est une réalité. Si c'est la seule qui nous est octroyée, il faut bien la défendre contre les manoeuvres d'empiètement. Mais cela revient à dire que le provincialisme est équivoque. Il est saturé des pièges que tend le centralisme et dont les plus insidieux ne sont pas les fameux conflits de juridiction où, la constitution et la politique actuelle étant ce qu'elles sont, chacun peut raisonnablement prétendre avoir le bon droit pour lui. Les combats d'arrière-garde ne sont donc que des combats de retardement. Ils sont le fait des timorés, ils n'ont aucune efficacité s'ils ne constituent pas l'une des opérations tactiques du combat d'avant-garde. Le provincialisme n'est pas une politique, il est un moyen passager dont l'usage doit être soigneusement circonscrit.

Mais nos journaux font du provincialisme. Et ils en font comme si c'était une politique. C'est pourquoi ils portent à faux. On les lit du bout des doigts, ils n'exercent pas l'influence qu'ils devraient normalement commander dans un climat de rajeunissement intense de la vie politique. Ils sont à la traîne. Ils marchent loin derrière la jeunesse que leur sorte de « prudence » ne peut guider, loin derrière le peuple en désarroi qu'ils paraissent précéder d'une connaissance triste, loin derrière le gouvernement ou celles des tendances du gouvernement avec lesquelles ils expriment pourtant leur accord. Ils font preuve d'une certaine lucidité, ils ont des vues sur un tas de choses, y compris, pas trop, sur la politique internationale, ils sont pacifistes avec intelligence. Mais il leur manque la semence qui fait lever le blé, il leur manque une politique, c'est-à-dire une audace, qui les ferait tenir, debout dans la vague, un pas en arrière et deux pas en avant des masses quotidiennes dont le créditisme épisodique n'est que l'image d'un espoir déçu. Nos meilleurs journaux sentent la poussière. Ce sont des boy-scouts d'âge mûr.

Cette critique est-elle une condamnation ? Ce n'en est pas une. Un vif amour du journalisme motive ici la rudesse ou l'excès. L'excès est parfois une méthode d'approche, c'est une lunette qui détruit les nuances d'optique pour donner vue sur l'essentiel. Toute synthèse est excessive. La discussion doit ensuite la mettre en coupe réglée.

Au surplus, il n'est question de s'en prendre à qui que ce soit, ça ne dépend pas des personnes. C'est à un phénomène que nous désirons réfléchir. Y sont sensibles, surtout, ceux qui en éprouvent l'action quotidienne. Enfin, il est douteux que ce phénomène soit celui du journalisme. Il n'est le sien que par contagion, par osmose. Encore ne l'est-il qu'artificiellement.

Le journalisme a pris à un milieu hybride, que l'on appelle « l'élite », ses tics, ses impuissances, sa bonne volonté. Ce milieu, qui devrait appartenir à la bourgeoisie locale, n'y appartient pas. Il est trop éduqué pour elle, trop libéral aussi (au sens moral du terme). Tout au plus lui doit-il un certain nombre de plaisirs solitaires: paternalisme bienveillant, indulgence de ceux qui savent, sécurité intellectuelle. La sécurité intellectuelle a quelque chose de solidement conservateur. Elle ne remet rien en cause de ce qui est fondamental et se garde de parier sur l'avenir. Elle est prudemment réformiste. Son langage, celui du « réalisme » immédiat qui se confond ici avec le provincialisme, bride les angoisses où l'élite sait se complaire avec incontinence. Elle les masque tout en les laissant suppurer, sans permettre la «revision déchirante » que ces angoisses, à défaut d'autre chose, seraient susceptibles d'opérer dans l'espèce de pensée politique des journaux.

Ces traits-là, je crois, forment une partie du visage de la petite élite québécoise. Règle générale, ils ne sont pas ceux de la profession. Les journalistes, à la fois moins angoissés (plus bureaucrates) et plus actifs, ont des caractéristiques ouvrières. Ils travaillent vite, leur coup d'oeil est direct, leur langage imagé. Ils sont obligés de se restreindre, prévenant de cette manière le souci des précautions inutiles. Ce ne sont pas des réalistes, ce sont des praticiens. Leur métier leur ordonne d'aller à l'essentiel. Ils tranchent dans le vif . . . qui parfois contrattaque. Les dangers de la situation éduquent leur flair. Ils deviennent futés. C'est ainsi que les meilleurs d'entre eux trempent dans un bain de ruse et d'audace qui les prépare à la fécondité politique. Le cas de René Lévesque est exemplaire à cet égard.

Le journalisme n'a pas été affecté en profondeur par les manies de la petite élite. Il n'en a été touché que par la bande, c'est-à-dire par en haut. C'est pourquoi il demeure disponible, connaît de brusques réveils et s'adonne en permanence à un travail minutieux dont l'héroïsme tient à l'humilité. Mais le phénombre a beau lui être étranger, il le subit quand même. Il le subit d'autant mieux que la promotion de l'élite a fait progresser les choses. L'information s'est libéralisée avec la retraite du duplessisme et le recul évident de la chasse aux sorcières.

La rencontre du journalisme et de l'élite fait un curieux mélange, mais ce mélange n'a pas

d'unité. D'un côté l'information, de l'autre l'éditorial. Entre les deux, on dirait parfois que les passages sont bloqués. Quelque goulot d'étranglement refuse à chacun la substance de l'autre. L'information est généralement compétente, elle est de plus en plus diversifiée. Elle est libre dans une large mesure et l'on peut trouver dans nos quotidiens tout un éventail d'informations et d'études qui n'y auraient pas trouvé place il y a dix ans. Quant à l'éditorial, il suit son petit bonhomme de chemin, levant la tête ou rasant les murs. Ça dépend du tempérament et de l'humeur; avec une moindre constance, de l'information. N'empêche, les éditorialistes font leur boulot; ils pondent assez souvent de beaux morceaux qui alimentent la chronique montréalaise. Mais la question n'est pas là.

La question n'est même pas de savoir si, de l'information à l'éditorial, du reporter à la direction, les passages sont à sens unique ou à double voie de circulation ou s'ils sont tout simplement bloqués. De fait, ils existent. Aucun journal ne pourrait survivre en leur absence. L'important n'est pas qu'ils existent techniquement, que des enquêtes et des reportages soient commandés, que les mesures soient prises pour que la nouvelle soit suivie. L'application de ce minimum, il est vrai, est parfois incertaine. L'important est qu'on sache où on va. Le voilà, le problème des priorités : choisir une politique d'information, une tendance, les choisir fermement et s'y tenir. Mais ce n'est pas encore assez. Il faut que les priorités soient vraies, qu'elles correspondent à l'évolution réelle de la collectivité, à ses besoins fondamentaux.

Au regard de cette question, la liberté d'information prend une signification plus restreinte. Nous avons la liberté d'information et nous l'appliquons. A quoi l'appliquons-nous, à quoi la faisons-nous servir ? Le premier problème n'est pas celui de la liberté. Le premier problème est celui de la faculté de création, je veux dire très précisément de création politique et économique. Un journal ne fait pas qu'informer. Il oriente. Il oriente de toute façon, même quand ses structures lui confèrent une neutralité apparente. A lui de bien orienter, de bien créer et de fonder là-dessus une liberté d'airain.

Les Québécois ont commencé de prendre leur sort entre leurs mains. Les transformations qu'ils viennent de connaître ne sont rien à côte de celles dont ils vont être les acteurs. Cela commence avec la caisse de retraite, cela se poursuit avec l'aciérie . . . Qu'on le veuille ou non, cela ira très loin et dans tous les domaines. C'est dans cette perspective-là, je crois, qu'il faut reposer tout le problème de l'information, assigner aux journaux des tâches neuves sans commune mesure avec leur pure et un peu vaine liberté d'aujourd'hui.

Le terrain est dangereux. Je vais le rendre encore plus glissant en recouvrant à un exemple étranger qui établit les limites en même temps que le sens et la nécessité de la liberté de presse.

* * *

Dans ce pays-là, les femmes sont une terre promise, la musique est magnanime, la poussière fait de la pauvreté une qualité du sol, l'industrialisation est une fièvre nationale, le gouvernement est intelligent et la liberté de la presse n'existe pratiquement pas.

Au Mexique, où je fus en reportage il y a quelques mois, les journaux peuvent se procurer où bon leur semble le papier dont ils ont besoin. Mais, s'ils l'achètent du gouvernement, on m'assure qu'ils bénéficient d'un crédit de 80%. Ce crédit se transforme dans la pratique en un don conditionnel. Un jour, un journal de Mexico se hasarda à enfreindre une antique soumission. Il critiqua sans trop de méchanceté le président de la République. Les autorités présentèrent aussitôt aux ingrats une note d'arrérages. Il fallait payer dans les quinze jours plusieurs millions de pesos. Le lendemain, le journal se fendit d'un article à la louange du « grand Lopez Mateos ». Je rapporte cette anecdote avec les réserves d'usage. Il ne m'a pas été donné d'en vérifier l'authenticité. Mais la lecture des feuilles mexicaines pendant une dizaine de jours ne m'a pas permis de constater qu'elles suivaient une autre ligne de conduite que celle attribuée à ce journal. Elles taisent les scandales, elles ignorent la corruption. Elles sont tristes et grandiloquentes.

Cela établit assez nettement le manque d'intérêt de la presse de ce pays. L'incuriosité ou l'ignorance ordinaires des journalistes mexicains en est une conséquence inévitable. Cela ne signifie cependant pas *a priori* que le régime qui engendre une telle absence de liberté soit lui-même à condamner. Les principes théoriquement démocratiques dont nous nous réclamons ont à souffrir d'une telle admission, mais il se peut que les conditions de ruse et de souplesse dans lesquelles le gouvernement mexicain parvient, de peine et de misère, à bâtir les fondements économiques de l'indépendance du pays exigent un contrôle plus ou moins draconien de la presse. Entendons par là qu'il est difficile de laisser la bride sur le cou à des moyens d'information que l'absentéisme gouvernemental permettrait à de puissants intérêts, peu ou prou mexicains, de s'approprier.

Au Mexique, l'Etat est la grande force économique. Mais il doit compter sur des capitaux étrangers dont l'investissement est désirable, et sur une bourgeoisie locale qui a bien dû se faire l'alliée du système. Par une politique pleine de réalisme, parfois de machiavélisme, le gouvernement est arrivé à diversifier les sources de

l'investissement étranger, à imposer quand et où bon lui semble des limites sévères à leur utilisation. Il s'arrange pour garder le contrôle de leur orientation et, partant, la direction de l'économie mexicaine. Il fait maints sourires aux capitalistes américains. Il accueille à bras ouverts l'Alliance pour le progrès. Mais les capitalistes américains trouvent sur le terrain des sociétés françaises, italiennes, suédoises déjà établies. Ils doivent, tout comme elles, rivaliser avec des « sociétés anonymes » plus ou moins gouvernementales, avec des « *organisationes decentralisados* » discrètement gouvernementales et avec des sociétés nationalisées évidemment gouvernementales. Quant à l'Alliance pour le progrès, les discours et la musique ne lui font des courbettes que parce que le régime entend l'asservir aux fins d'émancipation nationale qu'il poursuit. Bien sûr, il se garde d'en rien dire.

Le gouvernement mexicain joue du lasso. Tantôt il tire dessus, tantôt il le laisse aller. C'est un jeu habile qui force les partenaires à utiliser la même tactique. C'est donc aussi un jeu dangereux. Celui qui le pratique doit rassembler tous les atouts disponibles. Il ne peut se permettre d'en laisser un seul tomber, par sa propre négligence, entre les mains d'adversaires d'autant plus sournois qu'ils portent un masque d'amitié.

C'est ce qui arriverait si le régime ne contrôlait pas la presse. Elle serait contrôlée par les faux amis. La presse est une proie tentante. Dans ce pays où, malgré une réduction appréciable de l'analphabétisme, 50% de la population sont encore illettrés, elle exerce quand même une influence considérable. La critique du système, les correspondants américains s'en chargent. Que serait-ce si les journalistes mexicains, eux aussi, diffusaient l'opposition à travers les villes et les campagnes plus ou moins évoluées ?

C'est ici que le problème revêt un double aspect. D'un côté, la politique nationale du régime. De l'autre, la corruption.

La politique nationale du régime est manifestement populaire. Elle éveille des souvenirs révolutionnaires extrêmement vivaces dans ce peuple. Et il est patent qu'elle suscite la désapprobation hargneuse des féodaux et de la droite, dont le guide le plus écouté est l'ancien président Aleman. Sans doute le régime Lopez Mateos ne fait-il tant d'efforts pour industrialiser le pays, pour tenir la dragée haute aux investisseurs étrangers, pour pousser ce qu'il appelle « la réforme agraire intégrale » que parce qu'il sait que la gauche pro-castriste de l'ancien président Cardenas veille. Il a proclamé une fois pour toutes : « Au Mexique, seul le gouvernement est révolutionnaire ». Cela veut dire qu'il dénie à la gauche le droit ou l'occasion de l'être. Mais cela veut dire aussi que les circonstances l'amènent avec une force croissante à réaliser le programme de la gauche. Les intentions peuvent être anticastristes, le contenu de la lutte entreprise est anticapitaliste dans ses lointains prolongements. Un tel programme renoue, il est utile de le souligner, avec celui de Cardenas, du temps où cet homme que l'on accusait de communisme nationalisait les pétroles. Un tel processus exige la mobilisation des énergies et cette mobilisation ne peut réussir si la presse écrite et parlée n'y apporte pas son concours. Dans la mesure où l'oeuvre d'émancipation, une fois engagée, a un caractère démocratique et national réel, l'obéissance de la presse est objectivement moins une soumission au pouvoir que la reconnaissance — peut-être forcée — des difficultés de la lutte et des conditions du progrès. C'est vrai dans cette mesure. Dans cette mesure seulement.

La corruption cloue cette proposition au pilori. Quelqu'un me disait, c'est à peine une boutade, qu'au Mexique tout le monde vole. L'ampleur du vol varie selon le rang occupé dans la hiérarchie sociale et selon l'étendue des moyens mis à la disposition de chacun. Le petit voleur ou le petit maquereau du coin de la rue est plus spectaculaire mais moins efficace que le ministre, le fonctionnaire, ou l'homme d'affaires. Au delà de la corruption, ce qui est en cause, c'est le caractère actuel d'un régime dont l'oeuvre économique, bénéfique pour tous à long terme, est endiguée par les réflexes hérités de l'économie de pillage que pratiquaient les Espagnols. Les marxistes diraient que le gouvernement mexicain reflète l'existence d'une « bourgeoisie nationale ». Celle-ci est « anti-impérialiste » par définition. Elle mène, pour un temps, un combat libérateur dont la nation toute entière profite. Mais elle le fait dans un but égoïste qui déplace légèrement les barrières ethniques sans déplacer vraiment les barrières sociales. Les suites de la révolution de 1910 ont permis l'accès aux postes de commande d'une fraction des métis qui forment 70% de la population. Cette fraction s'est mêlée aux anciens seigneurs créoles; elle investit la nouvelle *bourgeoisie de gouvernement* que le régime a formée. Elle remplit l'université nationale, elle bonde les ministères, elle afflue dans les nombreux logements à bon marché que le gouvernement construit pour elle, elle déborde même dans le Lomas, quartier résidentiel chic de Mexico. Son accès à la vie politique a ainsi provoqué l'apparition de classes moyennes plus ou moins favorisées et une certaine différenciation au sein de l'ancienne bourgeoisie. Mais les quelque sept millions d'Indiens et l'immense masse des paysans pauvres ou des ouvriers travaillant dans des conditions illégales est loin de bénéficier au même rythme de la politique nationale du régime. Ceux-là restent de l'autre côté de la clôture.

Le contrôle de la presse prend alors une signification différente. Il peut se concevoir comme l'un des moyens d'une politique nationale d'émancipation susceptible d'aboutir à un rappro-

Journalisme, secret et bien commun ...

Marcel ADAM

ON ne peut parler du journalisme sans parler du secret.

Chaque jour le journaliste se heurte à cet obstacle invisible qui met à l'épreuve sa patience, sa perspicacité et son sens de l'initiative. Mais en même temps le secret est l'aiguillon qui le maintient en alerte — c'est l'attrait du fruit défendu, quoi.

J'aimerais d'abord préciser que si le secret « est ce qui ne doit être dit à personne » (Littré), il n'oblige pas toujours tout le monde, indistinctement, à la discrétion.

Je m'explique.

Si, au départ, on prend pour acquis que le journaliste est tenu comme tout le monde, à une rigoureuse discrétion devant un secret de caractère privé, je pense que devant ce que je qualifierais de « secret social », c'est-à-dire de ce que les pouvoirs et corps publics tiennent à garder secret, les obligations morales du journaliste ne sont plus les mêmes.

Guidé par sa conscience, elle-même éclairée par un sens aigu de la justice, de la charité et du bien commun, le journaliste, en même temps qu'il respectera scrupuleusement la vie privée des individus, se fera souvent un devoir de dévoiler les actes et les attitudes des pouvoirs et des hommes publics, si le bien commun l'exige.

Là-dessus tout le monde ne fait pas l'accord, et pour cause. La conception du bien commun n'est pas la même pour tous, même en supposant les bonnes intentions également partagées. C'est ainsi qu'un gouvernement, un organisme public pourront se donner d'excellentes raisons pour garder des choses secrètes, cependant que le journaliste qui les divulgue pourra en avoir d'aussi bonnes et même de meilleures.

Ce dilemme, on le devine, n'est pas facile à trancher au couteau.

Comme la langue d'Esope, le secret peut en même temps être une source de bienfaits et de méfaits dans une société démocratique.

---

chement avec les couches fondamentales du peuple. Tout compte fait, ce rapprochement est salutaire pour la presse. Il lui garantit une plus grande authenticité, source d'une liberté neuve, voire, éventuellement, d'une indépendance nouvelle à l'égard du pouvoir. Mais le contrôle de la presse est odieux quand il est conçu comme un moyen de jeter le voile sur un système institutionnel de prébendes, dont les contraintes à la liberté d'information tout à la fois confirment et aggravent le fonctionnement.

On ne peut se le cacher, c'est bien là le risque inhérent à tout système d'occultation de la presse.

* * *

On ne me fera pas dire ce que je n'ai pas dit. Je ne veux pas qu'au Québec on occulte nos journaux comme, pendant la guerre, en Europe occupée, les nouveaux colonisés de l'Allemagne étaient obligés d'occulter les fenêtres qui, dans la nuit, espéraient la libération. Personne ne songe d'ailleurs à une telle claustration de la presse, sauf des conservateurs impénitents dont ce serait faire le jeu. C'est hier seulement que la plupart des journaux ont arraché le papier bleu qui obscurcissait leurs nouvelles. Qu'ils l'aient fait est un progrès. Il faut étayer ce progrès, non l'entamer.

L'exemple mexicain prouve deux choses : le danger d'un système qui masque l'injustice, mais la nécessité d'un rapprochement avec les couches dynamiques et avec les besoins fondamentaux du peuple. Il est nécessaire de refuser les brimades de l'injustice, mais il est impérieux de solliciter les orientations, et donc les contrôles, qui favorisent les échanges politiques les plus féconds. Dans notre société, c'est la chance que n'ont pas les pays sous-développés de type classique, il est loisible de ne pas recourir à l'Etat pour instituer de pareils contrôles. On peut, en tout cas il faudrait, les organiser de l'intérieur, d'un commun accord entre les journalistes et le rédacteur en chef. Mon système est peut-être difficile à appliquer. Je me rends compte que, essayée dans le taillis, la politique de la main tendue ferait lever un tas de lièvres. Mais au diable la formule ! Pour l'instant, c'est un nouvel esprit qu'il faudrait inventer, quitte à politiser davantage les journaux. Et d'abord, formuler nettement les priorités.

Pour l'instant, les priorités sont indécises ou déviées sur une voie de garage. Elles sont indécises en premier lieu, elles sont obscures. Et c'est pourquoi, la vie d'un journal s'accompagnant d'un contrôle technique, voire d'une censure intérieure, les journalistes se plient difficilement à cette forme pourtant normale de censure. Elle leur paraît tâtillonne, ils n'en discernent pas l'objet.

(suite à la page 3 de la couverture)

Tout journaliste sensé reconnaît qu'il est impossible de bien gouverner sans le secret et que les gouvernements doivent entourer leurs mouvement d'un minimum de discrétion, sans laquelle aucune politique sérieuse ne peut être réalisée, aucune diplomatie efficace ne peut être menée à bonne fin.

Toutefois, si, pour bien gouverner, un minimum de secret est nécessaire, un régime démocratique ne pourrait s'accommoder impunément d'une politique du silence systématique.

Car la démocratie, ce « gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple » ne peut bien fonctionner que si ses membres sont éclairés; autrement le mécanisme est faussé et c'est l'arbitraire qui s'installe.

Pourtant les exemples ne manquent pas qui démontrent que la tentation est grande de gouverner par le secret. Nous devons à la presse écrite et parlée de rétablir un certain équilibre en forçant les autorités à rendre compte de leurs actes et en violant même les secrets devenus trop nombreux. Car il y a toujours trop de secrets qui nuisent à la bonne marche de la démocratie.

Ne faisons pas l'ange et reconnaissons qu'il est normal que les gouvernants ne soient pas portés — du moins de ce côté-ci du rideau de fer — à faire leur auto-critique sur la place publique et risquer ainsi de se faire supplanter à l'élection suivante. Mais reconnaissons aussi à la presse le droit — et surtout le devoir — d'observer, de scruter les agissements officiels et cachés des gouvernants et d'en faire part à ceux qu'ils ont mission de servir.

Une excellente métaphore de l'ancien rédacteur en chef de La Croix décrit bien la situation : « Les journalistes ont le droit de coller l'oreille à la serrure de la porte, mais les autorités ont aussi le droit de boucher la serrure avec de la mie de pain. »

Certains se demandent si, avec une telle attitude devant le secret, la presse ne risque pas de desservir le bien commun auquel elle prétend viser ? Oui, le danger existe. Mais je crois que le bien commun souffre moins d'une presse un peu bavarde et indiscrète que d'un gouvernement à huis clos qui se fait juger selon l'image qu'il veut bien présenter de lui-même au peuple.

* * *

Outre le pouvoir civil, il y a aussi, parallèlement, le pouvoir religieux qui le premier a su découvrir les avantages du secret. A ce sujet le conflit est grand entre l'Eglise catholique et la presse — l'exemple du concile en cours l'a démontré plus qu'il ne faut.

A ce propos un journaliste américain a dit que l'Eglise catholique a quelque chose de commun avec l'Union soviétique : la rigoureuse discipline du secret.

En savent quelque chose les journalistes qui se sont frottés quelque peu avec la hiérarchie catholique, particulièrement au Vatican. Dans l'Eglise, le secret est une règle presque absolue et rares sont les ecclésiastiques qui la transgressent; le gouvernement se fait dans le secret feutré, à voix basse, presque sur la pointe des pieds.

La situation particulièrement délicate de l'Eglise dans le monde, la mission spirituelle qu'elle exerce auprès des âmes, son caractère de corps mystique et de société humaine font que le secret est pour elle une condition nécessaire à l'efficacité de son action et à son prestige. Il faudrait être ignorant de ces réalités ou de mauvaise foi pour lui contester le droit au secret.

Mais l'Eglise a le défaut de sa qualité car elle a succombé à la tentation de gouverner par le secret, malgré qu'elle veuille se donner des moeurs démocratiques.

Cet abus du secret est d'autant moins admissible qu'à notre époque la hiérarchie catholique, qui enseigne que les laïcs *sont* aussi l'Eglise, les convie sur tous les tons à jouer pleinement leur rôle.

Or il y a ici un paradoxe : comment les laïcs peuvent-ils avoir une foi éclairée et donner leur pleine mesure s'ils ne sont pas informés adéquatement sur la vie de l'Eglise ? Car l'un ne va pas sans l'autre.

Devant une telle situation, le journaliste a le devoir de forcer la main aux autorités religieuses afin de leur délier davantage la langue et même, en certains cas, de divulguer des faits inutilement secrets.

Selon quel critère prendra-t-il sur lui de dévoiler tel secret ?

Sa conscience. Voilà le critère.

A ce propos, un journaliste français disait qu'avant de dévoiler un secret de caractère religieux, il a l'habitude de consulter plusieurs personnes de bon conseil sur l'opportunité de poser un tel geste. Chaque fois, disait-il, les avis sont discordants, même chez les membres du clergé. C'est donc la conscience du journaliste qui juge en dernière instance, après avoir pris les précautions qui s'imposent.

C'est une pratique sage et honnête.

* * *

Les journalistes, qui nient aux pouvoirs civil et religieux le droit au secret absolu, peuvent-ils réclamer pour eux le droit à l'inviolabilité du secret professionnel ?

Voilà une question importante et complexe, à laquelle on ne peut répondre carrément par un oui ou par un non. Depuis longtemps ce problème est l'objet d'une contreverse qui est encore loin de son terme.

Aussi je n'entends pas trancher le débat mais apporter mes vues sur le sujet.

(suite, page suivante)

CE QU'IL FAUT SAVOIR AVANT D'OUVRIR SON JOURNAL

Jean PELLERIN

DEMASQUER les forces obscures qui font de la grande information en Europe et en Amérique du Nord un prisme presque systématiquement déformant n'est certes par chose facile. Dans ce qui va suivre, je n'ai fait qu'effleurer la question. Je me suis même permis de schématiser et d'accentuer les contrastes afin de mieux dégager les lignes de force. Une étude plus approfondie du sujet appellerait évidemment quantités de nuances. On ne peut pas, en quelques pages, résumer une question à laquelle tant d'autres — et des plus compétents — ont cru devoir consacrer des volumes.

De plus, je tiens, dès le départ, à préciser une chose : je n'ignore pas que l'information est systématiquement orientée par l'Etat en régime communiste, et que, par le fait même, elle se rend coupable de maints abus. Mais je n'ignore pas non plus que l'information est non moins systématiquement orientée par les « groupes de pressions » du soi-disant *Free Trade* en régime capitaliste, et cela aussi entraîne des abus très graves — des abus que, par pudeur ou par ignorance, on évite de dénoncer.

Aussi, dans ce qui va suivre, j'entends surtout faire état des moeurs de l'information « capitaliste ». Voilà pourquoi je ne m'en tiendrai qu'aux seules agences de presse occidentales, convaincu que je suis qu'il importe de s'inquiéter d'abord de la poutre qu'il y a dans notre oeil, avant de se soucier de la paille qu'il y a dans celui du rival d'en face. Ceci étant dit, qu'il me soit permis de procéder par questions et par recoupements sommaires.

* * *

D'où viennent les nouvelles ?

La grande information internationale est diffusée dans le monde par cinq grandes agences de presse. Quatre de ces agences opèrent dans le monde capitaliste, gratuitement appelé « monde libre », et l'autre, dans le monde socialiste, non moins gratuitement appelé « monde communiste ». Deux des agences « capitalistes » ont leur siège social en Europe, et les deux autres, aux Etats-Unis. Les agences européennes sont (par ordre d'ancienneté) l'*AFP* (l'Agence France-Presse) qui dessert 53% de la population mondiale, et *Reuter,* une agence britannique qui appartient à Reuters Limited et qui dessert 55% de la population mondiale.

Les agences américaines sont l'*AP* (Associated Press) qui dessert 63% de la population mondiale, et la *UPI* (United Press International) qui dessert également 63% de la population mondiale.

(suite de la page précédente)

Presque partout le secret professionnel des médecins et des avocats de même que le secret de la confession, est reconnu dans la pratique, sinon toujours dans les textes de loi.

Pourquoi ? Parce que le bien commun exige qu'à chaque individu soit reconnu le droit, inviolable, à sa vie privée.

Or, c'est aussi au nom du bien commun que le journaliste exige que la société lui reconnaisse le droit au secret professionnel. Car si on admet qu'une saine démocratie implique le droit, pour le citoyen, à une information ample et objective — je ne mentionne pas le devoir pour les gouvernants de la leur procurer —, et si on admet que le journaliste est l'agent normal de cette information, il faut accepter que celui-ci puisse se renseigner aux sources sans se voir dans l'obligation de les exposer à des représailles qui les tariraient.

Ce droit au secret professionnel est-il absolu ? A cela je répondrai que si le bien commun accorde ce droit au journaliste, ce même bien commun lui en fixe aussi les limites. Ce droit cesse d'exister lorsqu'il dévie de sa fin pour servir les intérêts mesquins ou le prestige de la profession et des individus.

* * *

La notion de secret mériterait un développement que ne me permet pas le cadre de cet article. J'ai tâché d'exposer succintement les vues d'un journaliste professionnel en une matière à contreverse, avec l'espoir qu'elles constitueront un apport positif dans la crise de conscience que traverse actuellement le journalisme canadien-français.

★

Pour ce qui est de l'agence « communiste », elle opère à Moscou en URSS et ne dessert que 30.9% de la population mondiale. On la désigne du sigle de TASS, i.e. : Telegrafnoie Agentsvo Sovietskovo Soiuza.

Comment fonctionne une agence de presse ?

Elle entretient un ou des correspondants dans plusieurs pays différents. C'est ainsi que l'*AFP* dispose de 40 bureaux (appelés pupitres ou desks) dans 30 pays différents; *Reuter* est en contact avec 32 pays grâce à ses 34 pupitres; *AP* dispose de 21 pupitres et récolte directement des nouvelles dans 18 pays; même rayonnement avec *UPI; TASS* rejoint 17 pays avec seulement 14 pupitres. Ensemble, les cinq grandes agences internationales atteignent 98.7% de la population mondiale.[1]

Il faut dire que ce vaste rayonnement est rendu possible grâce à l'étroite collaboration des agences nationales. On compte de ces agences nationales dans un très grand nombre de pays, tant occidentaux qu'orientaux. Ainsi, au Canada, on a la *PC* (Presse canadienne) qui, en plus de se charger de recueillir et de transmettre au pays et à l'étranger ses propres nouvelles (nationales), retransmet un bon nombre de celles que diffusent l'*AP* et *Reuter* (deux agences anglo-saxonnes (!) sans doute, mais réputées les plus sérieuses.)

Comment la nouvelle parvient-elle au lecteur ?

Vingt-quatre heures par jour (compte tenu du décalage des fuseaux horaires), les agences internationales mettent sur le fil (téléscripteur) une masse énorme de bulletins, de reportages, de commentaires, de photos et de graphiques et les transmettent aux agences nationales et aux journaux directement abonnés (ils ne le sont pas tous — un bon nombre s'en remettant aux seules agences nationales).

Face à cette masse incroyable de matière (brute), les agences nationales (et les grands quotidiens directement abonnés) procèdent à un premier tri et retransmettent (ou publient) ce qui est jugé d'intérêt général (et bien entendu, national) à leurs abonnés.

Les préposés au pupitre de chacun des quotidiens d'un pays donné effectuent un deuxième tri, en fonction, cette fois, de l'intérêt régional ou métropolitain. Enfin, le résidu de ces deux tris parvient entre les mains d'un journaliste (traducteur ou rewriter) qui, lui, condense le tout en fonction de l'espace disponible dans le journal (l'annonce occupant une place choix, attendu qu'un journal, comme chacun sait, est d'abord et avant tout une entreprise commerciale).

Même si tout près des trois quarts de la masse des nouvelles n'est pas utilisée, on peut dire que les deux tiers de l'essentiel parvient aux lecteurs.

Les agences de presse sont-elles libres ?

Oui, à condition 1) de tenir compte des lois de censure en vigueur dans leur pays d'origine, et 2) de se conformer à l'esprit de l'une ou l'autre des deux grandes idéologies qui partagent actuellement la planète en deux blocs : l'idéologie capitaliste et l'idéologie communiste.

Pour qui travaillent les agences ?

Médiatement pour l'idéologie, et immédiatement pour les journaux. On compte actuellement dans le monde 7,660 quotidiens (chiffre de l'UNESCO). De ce nombre, 1,755 sont publiés aux Etats-Unis. Au Canada, on ne compte que 92 quotidiens, dont 12 de langue française (10 au Québec et 2 hors du Québec).

A noter que, si les Etats-Unis comptent le plus grand nombre de quotidiens, c'est au Japon, en Grande-Bretagne et en URSS qu'on enregistre les plus forts tirages (le plus grand quotidien de Tokyo tire à plus de 8 millions d'exemplaires par jour; la *Pravda* d'URSS, près de 6 millions, alors que le plus grand quotidien des Etats-Unis (New York *Daily News*) ne tire qu'à 2,179,000 par jour).

A noter également que les 12 quotidiens canadiens de langue française réunis ne tirent pas encore à un million d'exemplaires par jour. C'est assez dire que le Canada en général, et le Canada français en particulier, n'ont qu'une importance fort marginale en ce qui concerne la diffusion et la consommation des nouvelles.

À qui appartiennent ces gigantesques entreprises d'information ?

On a dit, avec un semblant de raison, que les pays sont gouvernés par la presse. Ce n'est pas tout à fait exact. Les pays, à l'Est comme à l'Ouest, sont gouvernés par les grands impératifs économiques de l'idéologie dominante, et la presse n'est qu'un instrument de ces impératifs. Au delà du rideau de fer, c'est l'idéologie communiste (profit du prolétariat) qui prévaut, en deça, c'est l'idéologie libéralo-capitaliste (profit de la bourgeoisie).

La presse n'a pas, par conséquent, le pouvoir qu'on pense. Elle ne reflète, selon le cas, que les intérêts d'une classe (prolétariat) en pays socialiste, et ceux d'une caste *(power elite)* en pays capitaliste. D'ailleurs, dans l'état actuel de la technologie, seul un Etat, ou un puissant cartel d'intérêts, peut se permettre d'exploiter — et à son profit, bien entendu — cette formidable machine de domination qui s'appelle l'*Information.*

Dans quelle mesure peut-on dire que l'information devient un monopole ?

Dans la mesure où elle tend à faire naître des consortiums appelés « chaînes ». Le phénomène est courant aux Etats-Unis.

En 1910, on dénombrait dans ce pays 13 chaînes qui contrôlaient 62 journaux; en 1930, 55 chaînes en groupaient 311; en 1948, 42% des quotidiens et 52% des dominicaux appartenaient à des chaînes; en 1958, *UPI* avait le monopole des petits journaux, et en 1960, 109 chaînes avaient la main mise sur 560 journaux.[2] Il est maintenant de notoriété publique que le célèbre Américain Hearst, au sommet de sa puissance, contrôlait 36 journaux, 13 magazines et 8 postes de radio.

Il y a également des magnats célèbres en Angleterre où, incidemment, deux Canadiens ont fait fortune. Il s'agit de Roy Thompson (qui possède quelque 200 journaux publiés, à la fois, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, au Canada et en Afrique), et du puissant Lord Beaverbrook (qui possède notamment le *Daily Express*, le *London Morning*, l'*Evening Standard* et le *Sunday Express*.

Faut-il conclure que la presse appartient aux magnats ?

Directement oui, indirectement non, puisqu'en général en Occident, il y a au-dessus des magnats de la presse, et même au-dessus de l'Etat, cette autorité ténébreuse mais toute puissante qui s'appelle le *Free Trade* — ou plus précisément le *Private Enterprise* — et qui agit en définitive comme patron suprême et terriblement ombrageux.

Qu'est-ce donc que le Private Enterprise ?

C'est le grand commanditaire — celui grâce à qui les petits commanditaires peuvent payer les annonces (cette manne des journaux), et faire des affaires d'or. Ce grand commanditaire commande à l'Etat et à la presse. Il règne en maître sur Wall Street et Madison Avenue, siège incontesté du *leadership* capitaliste. Il se pare de noms prestigieux et apparemment inoffensifs (General Motors, Standard Oil, Ford Motors, General Electric, US Steel, Socony, Gulf, Texaco, Westinghouse, Chrysler, Bell Telephone, Swift, Lybby's, Western Electric, Dupont de Nemour, Proctor & Gamble, American Tobacco, Coca-Cola, Cambell's, United Fruit, etc. etc.). A noter que 44 des 50 plus grands trusts du monde d'aujourd'hui sont américains.[3]

Que cherche le « Private Enterprise » ?

Il poursuit deux objectifs très nets et très précis, à savoir : 1) maintenir à tout prix le système économique qui fait sa puissance (c'est tout naturel !); 2) avilir et présenter comme hérétique toute initiative dans le monde (révolution nationale, réforme agraire ou économique, nationalisation, planification, grève) qui compromet l'équilibre et le rendement de ce système.

Comment parvient-il à ses fins ?

En recourant à une stratégie à laquelle se soumettent avec plus ou moins de bonne grâce les grandes agences de presse internationales (surtout les américaines). Voici quelques éléments de la tactique :

1) prendre pour acquit que le libéralisme-capitaliste est l'expression la plus authentique de la démocratie, tandis que le totalitarisme prolétarien en est la négation même;

2) entretenir une psychose de guerre qui a pour double effet de profiter à l'industrie des armes et d'entretenir une sainte « trouille » au sein des masses populaires (absolument tenues dans l'ignorance des enjeux en cause);

3) se donner des airs de vertu en qualifiant de « communiste » toute initiative qui porte atteinte, de près ou de loin, aux prérogatives et aux intérêts du « Private Enterprise »;

4) discréditer aux yeux des foules tout mouvement d'émancipation économique ou nationale, en portant aux nues le moindre roi-nègre (Tchang Kai-chek, Boun Oum, Ngo Dinh Diem, Betancourt), et en ravalant plus bas que terre les véritables libérateurs en pays sous-développés (Mao-Tsé-toung, Arbenz, Lumumba, Castro, Ben Bella);

5) donner un caractère sensationnel à la nouvelle qui sert à l'idéologie bourgeoise, et minimiser l'importance de tout ce qui en souligne les faiblesses et les tares;

6) appuyer sur un détail insignifiant mais scandaleux (exemple : que le gouvernement de La Havane fasse exécuter un traître, et il se trouvera un caméraman pour filmer la scène à l'intention des trois grands réseaux de télévision des Etats-Unis; mais que le même gouvernement parvienne à réduire de moitié l'analphabétisme dans le peuple, et la chose est rapportée comme un détail insignifiant, ou encore, une fanfaronnade de la propagande);

7) citer au texte ce qui fait l'affaire, et tronquer ce qui pourrait être gênant;

8) affirmer ce qui n'est pas sûr, mais qui fait l'affaire; mettre au conditionnel ce qui est certain, mais gênant;

9) se servir d'adjectifs, de conditionnels et d'adverbes savamment dosés;

10) tirer profit de la photo (exemples : exploiter la technique du photo-montage; reconstituer de toute pièce des scènes qui ne se sont pas produites; insister sur des détails anecdotiques ou marginaux; s'arranger pour que la « binette » de l'adversaire soit toujours ridicule et repoussante) . . .

Il existe bien d'autres ruses. On a souvent cité la célèbre échange de télégrammes qui aurait eu lieu entre Hearst et son reporter Remington : « Remington, de Cuba, à Hearst : « tout est calme ici, je demande à rentrer. » — « Hearst, de New York, à Remington : « Restez, vous fournirez le paysage (background) et moi je fournirai la guerre. »[4]

Froidement énuméré, tout ceci a facilement l'air d'une charge. « Si tout ceci était vrai, dira-t-on, il s'agirait ni plus ni moins d'une machination ! »

Eh bien, voilà, il n'y a pas de machination. D'ailleurs, pourquoi y en aurait-il, puisque cette vaste entreprise d'orientation de l'opinion publique opère au niveau de l'inconscient ? Il s'agit d'une attitude de l'esprit, et non d'une consigne quelconque. C'est d'instinct que la machine fonctionne en ce sens, comme c'est d'instinct que le système et les structures du monde socialiste fonctionnent dans le sens inverse.

L'homme moderne est capitaliste ou socialiste, de la même façon que l'homme des époques révolues a pu être hélléniste, romain, chrétien, féodal ou manarchiste. C'est « librement » qu'il a cultivé et qu'il cultive toujours les préjugés favorables à son *way of life*.

Mais que fait l'État dans tout ceci ?

Dans plusieurs pays d'Europe, il a dû intervenir à plusieurs reprises. Mais en Amérique du Nord, les populations sont restées sous-développées en ce qui concerne l'*appétit de la presse*. Les grandes agences et les chaînes de journaux restent dominées par les intérêts du fameux *Free Trade* — et les intérêts du *Free Trade* ont fini à la longue, par s'identifier (ou paraître s'identifier) à ceux de l'Etat.

Les critiques sévères qui ont pu être formulées naguère à l'adresse de la grande presse européenne s'appliquent toujours ici, en Amérique du Nord. C'est Lénine qui écrivait en 1919 : « La liberté de la presse est un des principaux mots d'ordre de la démocratie pure . . . Les capitalistes appellent liberté de presse la liberté d'achat de la presse par les riches, la liberté de se servir de la richesse pour fabriquer et falsifier l'opinion publique. »[5] Et Georges Ripert, de son côté, ne craint pas d'affirmer : « L'entreprise privée place naturellement la presse parmi les instruments de la puissance du capitalisme. »[6]

Bien loin d'intervenir, le gouvernement américain profite de la situation. C'est Arthur Sylvester, le secrétaire-adjoint à la Défense, qui déclarait à des reporters du Pentagone (31 oct. '62) que la presse fait également partie de l'arsenal de la défense (part of the weaponry), et que, par conséquent, « dans le genre de monde où nous vivons, les nouvelles résultant d'initiatives prises par le gouvernement peuvent tenir lieu d'armes dans une situation donnée. Les résultats . . . justifient les moyens que nous employons. »

Ce principe étant admis, il n'y a plus de limites aux abus. Ainsi, « c'est M. Kennedy lui-même, écrit William Shannon dans le *New York Post* (4 nov. '62), qui a donné l'ordre inexorable de tarir toutes les sources de l'information » (au sommet de la crise cubaine). Comment s'étonner maintenant du peu de maturité dont font preuve parfois les Américains ? Matt Weinstock résume bien la situation quand il élève le débat dans le *Times* de Los Angeles (8 nov. '62) et qu'il écrit : « La triste vérité est que les Américains ont été laissés dans l'ignorance de ce qui se passe dans le monde. »

A quoi attribuer cette sorte de démission de l'opinion publique (nord) américaine, sinon au fait qu'en haut lieu on abuse de la technique du « brain washing » ?

Incidemment, c'est un fait que Washington a virtuellement institutionnalisé la fameuse pratique du « briefing » qui consiste, ni plus ni moins, à faire la langue aux mentors du journalisme (source première de l'information).

A peu près tous les six mois (et plus fréquemment en temps de crise), la Maison Blanche convoque les grands de la presse et leur fait part des directives (« policies ») du State Department et du Pentagone. Il va sans dire que les hauts fonctionnaires de l'Administration prennent bien soin de ne fournir de renseignements exacts (« real dope ») qu'aux seules vedettes dont le loyalisme lui est acquis. Grâce à ce système, on arrive à exercer une action directe sur l'information; on impose une sorte d'unanimité et l'on réussit même, au besoin, à écarter les gêneurs (v.g. : Chester Bowles, Adelai Stevenson).

Est-ce que la presse réprouve ces méthodes ?

Elle fait semblant, mais c'est une illusion. Evidemment, elle rouspète bruyamment. Elle fait même la vie dure à l'Administration Kennedy, surtout depuis qu'un certain Robert McNamara, étonnant ministre de la Défense, a réussi à affirmer son autorité sur les militaires américains qui faisaient, naguère encore, la pluie et le beau temps au Pentagone, par-dessus la tête du président Eisenhower. Comme c'est singulier. La

presse a également parlé fort au moment de la crise cubaine; elle ne se gêne pas, encore présentement, pour manifester son scepticisme au sujet de l'interdiction partielle des essais nucléaires. De plus en plus singulier. La presse et les grandes agences américaines font preuve de beaucoup de courage pour prêcher un bellicisme à peine voilé. Elles fustigent la tiédeur des Kennedy; elles semblent faire preuve d'une belle indépendance. Mais il importe de ne pas trop se laisser impressionner par les apparences. Dans un pays dont le budget de la Défense se chiffre maintenant à cinquante milliards de dollars par année, les grands et les petits profiteurs de cette féconde vache à lait forment un groupe de pression irrésistible. Ces gens n'aiment évidemment pas les « fantaisistes » qui recherchent la fin de la guerre froide, le désarmement et la coexistence. Aussi, quand la presse et les grandes agences américaines s'avisent de critiquer la Maison Blanche, c'est pour lui reprocher sa politique d'apaisement, et non ses intrusions dans le domaine de l'information. Par conséquent, la presse américaine combat le gouvernement, non parce qu'elle est libre, mais parce qu'elle est soumise aux groupes de pression qui vivent de l'industrie des armes.

Qu'est-ce que le peuple attend pour protester ?

Le peuple ne sait rien. La puissance de cette gigantesque machine l'impressionne au point de le réduire au silence. « Silence aux pauvres ! » avait dit jadis Lamenais. La consigne reste la même dans notre glorieux XXème siècle.

Le monde est vraiment mal fait. Il s'est toujours trouvé de gigantesques groupes de pression pour défendre des intérêts particuliers (et souvent illégitimes), mais hélas, comme le signale à juste titre Jean Meynaud : « On n'a jamais vu de groupe de pression de l'intérêt public. »[7]

Tout le monde est d'accord pour protéger la presse contre l'Etat (défenseur pourtant de l'intérêt du peuple — bien commun), mais trop peu de gens se rendent compte qu'il faudrait bien davantage la protéger contre les abus du *Private Enterprise* (uniquement soucieux de l'intérêt particulier). C'est Jaurès qui, il y a maintenant plus de cinquante ans, avait dit à l'Assemblée nationale française que « la liberté de la presse devait être assurée, non seulement par rapport aux gouvernements, mais aussi, par rapport aux capitalistes financiers. »[8]

Mais en Amérique du Nord, la situation semble découler d'une étrange confusion. On associe, à tort, liberté d'entreprise et liberté de publication. Or, il arrive que l'entreprise privée n'a cure que de ses intérêts, alors que la presse doit se préoccuper du bien commun. « La liberté de la presse, déclarait récemment le professeur Walter Mallmann, n'est pas une liberté individuelle, mais une liberté institutionnelle, c'est-à-dire, une liberté accordée en vue de l'accomplissement d'une tâche sociale. »[9]

* * *

Ceci étant dit, il faut reconnaître que l'opinion publique commence à s'émouvoir aux Etats-Unis. Le juge William O. Douglas de la Cour suprême s'indignait, encore tout récemment, dans son livre intitulé « Freedom of the Mind », dans lequel il souligne entre autre : « La presse ne rapporte pas adéquatement les agissements du Pentagone, et elle ne peut rendre compte avec vérité des activités de la Central Intelligence Agency (CIA). Incidemment, la CIA a influencé, plus que tout autre, la politique étrangère des Etats-Unis au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique latine. Ses initiatives ne sont pas connues. La façon dont il intervient dans les élections en pays étrangers avec ses sacs d'argent et ses agitateurs n'est jamais révélée. Les raisons qui l'amènent à soutenir des régimes féodaux, les résultats de sa politique, les dangers qu'il comporte sont inconnus même de plusieurs journaux les mieux informés. »[10]

Parce que l'opinion publique commence à s'émouvoir, Washington doit forcément bouger. Le gouvernement vient de proposer un code d'éthique de la presse. Les opinions se partagent en ce qui concerne la valeur et la portée de ce code préparé par Martin H. Walsh, démocrate de Gardner, mais on sent qu'il faut faire quelque chose. Comme dit Walsh : « Les droits des individus ne devraient pas être piétinés. Quand nous achetons notre journal le matin, nous devrions avoir le droit de croire ce que nous lisons. »[11]

Dans l'état actuel des choses, cependant, il est préférable de ne pas se montrer trop crédule . . . à moins qu'on ait eu au préalable le souci de faire la quête d'un journal bien informé. Il y en a, même chez nous, quoi qu'en disent les esprits chagrins.

---

(1) *Les agences de presse*, Notes et études documentaires (No 2.887) — 17 mai 1962.
(2) *La presse des Etats-Unis d'Amérique*, Notes et études documentaires (No 2.938) — 19 novembre 1962.
(3) Henry Peyret, *La stratégie des trusts*, PUF, coll. QSJ (120) Paris, 1961.
(4) *La presse des Etats-Unis d'Amérique*, loc. cit.
(5) Lénine, *Thèse sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat*, Moscou, 1919.
(6) cité par Fernand Terrou, in *L'Information*, PUF, coll. QSJ (1000) Paris, 1962.
(7) Jean Meynaud, *Les groupes de pression*, PUF, coll. QSJ (895), Paris, 1960.
(8) Jean Jaurès, à l'Assemblée nationale, le 6 avril 1911.
(9) *Publizistik*, décembre 1959, cité par Fernand Terrou, *in loc. cit.*
(10) *Associated Press*, 15 décembre 1962.
(11) *United Press International*, 19 février 1963.

★

Un dilemme

Le journaliste peut-il être écrivain? L'écrivain peut-il être journaliste?

Pierre VALLIÈRES

LE danger du journalisme est d'épuiser l'esprit sans enrichir l'homme. Forcé par l'obligation d'informer le plus rapidement possible, le journaliste peut finir par devenir, comme dit Camus, indifférent « aux choses de la grandeur » et par perdre le goût d'assumer l'angoisse d'une destinée authentique. Il se laisse aller au fonctionnarisme, abandonnant aux purs créateurs la tâche de donner le ton et la vérité qui mettent l'autre à la hauteur de ses exigences les meilleures. Il est si facile de laisser aux philosophes le soin de réfléchir et aux artistes le besoin de créer, pour se réserver une certaine routine intellectuelle bien rémunérée . . .

Par contre, si les philosophes et les artistes s'adressent, en principe, à tous les hommes, ils ne sont entendus que par quelques-uns. Un journal écrit par des philosophes aurait peu de chances d'être rentable. C'est pourquoi, en général, la rédaction d'un journal est assurée par des techniciens du reportage, de l'information ou du commentaire. Les philosophes et les artistes y sont peu nombreux et, la plupart du temps, sans attaches profondes avec le métier. Poursuivis inlassablement par leur oeuvre (que personne ne peut faire à leur place), ils ont accepté le « compromis du journalisme » pour vivre.

Pour un journal, la présence de quelques « poètes », réfractaires au fonctionnarisme et à l'embrigadement social, ne signifie pas grand chose. Peu importe ce qu'*est* le reporter, le rédacteur ou le traducteur : l'essentiel est la nouvelle qui doit paraître telle que rapportée par les agences de presse et résumée en deux, trois ou quatre feuillets. Même lorsqu'il rédige un commentaire politique, le journaliste demeure l'homme de l'immédiat « énorme, accablant, terrifiant, soulageant, réjouissant . . ., infime, subtil, précieux, mesquin, bête . . ., d'ici et d'ailleurs . . ., rumeur de vies et de morts, de choses faites et défaites, de réussites et d'échecs, de paroles, d'opinions, d'idées, de vérités et d'erreurs, de beautés et de laideurs, de génie et de sottise » (Jean LeMoyne). « Encombré de futilités », le journaliste est un homme dispersé pour qui très souvent les informations fugitives, pâles reflets de l'événement réel, se sont substituées à la structure permanente, temporaire ou évolutive de l'univers humain. S'il n'est pas vigilant à se refaire constamment un regard lucide, très tôt il perd toute visée profonde sur le monde, tout centre de perspective sur son époque, bref ce trajet que vit normalement une conscience éveillée vers ce dont elle est, précisément, conscience.

Homme de l'instant, le journaliste est constamment tenté de se perdre dans le flot « des accidents et des fléaux » qui submerge quotidiennement la terre et il ne croit que très rarement à cet aspect de sa vocation qui pourrait être d'éveiller, par la force de son jugement ou de sa générosité, des résonnances nouvelles et surtout de susciter des comportements qui tirent progressivement le lecteur, c'est-à-dire l'homme de la rue, de ses habitudes conservatrices, engourdies et normalisées souvent par une certaine tradition de paresse.

Certes, l'ambition de la profondeur n'est peut-être, au fond, qu'une folie, une entreprise solitaire et désespérée; liée au métier de journaliste, cette ambition ne ferait sans doute qu'ajouter une utopie de trop, en un monde où les hommes rêvent de moins en moins . . .

Il m'arrive d'imaginer que des écrivains puissent s'aventurer jusqu'à écrire pour un journal et lui donner la voix profonde qui lui manque. Ce qui peut les décider à marcher sur la corde raide d'un pareil engagement ne saurait être qu'un combat urgent à livrer contre l'injustice et l'imposture qui, dans l'immédiat, oppressent les consciences. A leur manière malhabile et passionnée, ils peuvent aussi travailler à l'information, mais, à travers celle-ci et par surcroît au dévoilement de ce qu'il y a de fondamental dans l'existence — la recherche d'un sens historique et métaphysique — et des raisons qui obligent à combattre dans telle direction plutôt que dans telle autre.

C'est ce qu'ont fait Malraux et Camus, et ce que continuent toujours de faire Mauriac, Sartre, Domenach et quelques autres, en France.

Pour des écrivains de la taille de Sartre ou Mauriac (qui font plus que « tâter » du journalisme), l'engagement politique et social prolonge une oeuvre mûrie librement en un temps où les servitudes du métier journalistique ne les requéraient pas tout entiers. Leurs commentaires d'aujourd'hui puisent leur substance à même les oeuvres qui les ont déjà consacrés « écrivains de toujours ». De plus, ils ne sont pas astreints, comme le journaliste ordinaire, à cette objectivité ambiguë, mi-ascèse mi-censure, qu'on impose souvent comme une vertu. Leur véhémence est plus créatrice que cette vertu, et leurs parti-pris servent davantage la vérité que l'abstention illusoire des prudents, des purs et des graves bons hommes.

C'est, d'ailleurs, pour combattre, avec l'espoir de créer du neuf dans un univers vermoulu, que ces créateurs sont descendus dans la rue.

(suite, page suivante)

FLÈCHES DE TOUT BOIS

LE BILL 60 ET L'ÉPISCOPAT

Jean PELLERIN

IL fut un temps où les « Anglais » de Toronto pouvaient se permettre d'écrire que le Québec était « a priest ridden Province » (Une Province menée par les curés) — ce qui avait évidemment l'heur de nous mettre les nerfs en boule. Nous protestions violemment, bien qu'au fond, nous sentions vaguement qu'à tout prendre, les maudits « Anglais » n'avaient peut-être pas tout à fait tort.

Mais les années ont passé. Duplessis est venu — un Duplessis rassurant, un Duplessis « défenseur de la foi », un Duplessis truculent qui avait parfois le bon goût de révéler à ses intimes que « les évêques mangeaient dans sa main ». Fine craque ! J'en connais qui la trouvaient saumâtre, mais que n'aurait-on pas pardonné au généreux dispensateur des « octrois discrétionnaires »?

C'était le bon temps. L'épiscopat avait beaucoup d'égards pour le « chef ». Québec dormait, la conscience en repos . . . Mais hélas, c'était trop beau pour durer.

Le « père » — qui, malheureusement, n'était pas « éternel » — dut un jour, comme tout le monde, passer l'arme à gauche, et l'impertinente horde des « gauchistes » de redresser aussitôt la tête. Les journalistes — ces suppots de l'enfer — se mirent à avoir des idées. Les malheureux ! Ils poussèrent l'impertinence jusqu'à porter une main sacrilège à la marmite du sacro-saint régime. Ils en soulevèrent le couvercle et la Province de Québec faillit suffoquer dans la pestilence.

Pour comble, les « libéraux » ont pris le pouvoir. Une « équipe du tonnerre », qu'on a dit — une équipe qui a nationalisé l'électricité, et qui travaille déjà à une refonte complète du système d'enseignement.

Les intellectuels jubilent. L'« ère nouvelle » les comble d'aise. Ils s'adonnent à l'euphorie générale, et se disent persuadés que Québec n'est décidément plus la « priest ridden Province » tant décriée jadis. Car enfin, raisonnent-ils, n'est-il pas vrai qu'il est désormais permis d'avoir des idées... de se comporter en hommes libres... ?

Et pourtant . . . Oui, pourtant, une ombre imprévue est venue subitement assombrir le tableau. Les évêques sont intervenus pour « suggérer » des amendements au Bill 60. Déjà, les beaux esprits déchantent. Après l'euphorie, de nouveau la sainte trouille. Le vent de la liberté est tombé. Avoir des idées? Les exprimer librement? Ce sera pour la prochaine. « Courbe la tête, fier Sicambre », les évêques ont parlé; ils se sont prévalus de « leurs droits de citoyens »; ils ont mis les points sur les i et les virgules qui manquaient. Qu'est-ce que tu pourrais bien trouver à redire toi maintenant, petit avorton de laïc . . . petit cochon de payant?

(suite de la page précédente)

Aussi, en un sens, l'artiste ou le philosophe, qui se compromet par l'intermédiaire d'un quotidien ou d'un hebdomadaire, l'emporte sur le poète enfermé dans ses rêves. Car il se charge (c'est du moins son intention) à la fois de la misère matérielle et de la misère spirituelle des individus et des peuples, trompés ou bafoués. Mais, en un autre sens, le poète authentique, qui ne peut rien pour réduire sa solitude et qui a besoin de tout son temps (de tout lui-même surtout) pour créer, sert autant l'humanité que l'écrivain engagé, puisqu'il touche, comme lui, l'humain en profondeur, assumant fondamentalement la même vocation d'éveilleur de consciences. Comme disait quelqu'un, « entre les problèmes politiques immédiats et les valeurs absolues, il y a place pour les valeurs permanentes », les constantes de la condition humaine — et c'est ce qui importe.

Les écrivains de génie n'ont jamais trahi l'essentiel, parce qu'ils ont pris le temps de se faire une âme. Mais les autres ? Ceux que le désir de demeurer présents au drame collectif arrache peu à peu au laborieux travail de la création solitaire ? Comment pourraient-ils s'adonner au journalisme sans inquiétude, alors qu'ils ont encore leur oeuvre devant eux ? Doivent-ils choisir . . . et se retirer ?

Quant aux journalistes de profession, est-il normal qu'ils exercent un métier où la parole est l'instrument principal sans s'interroger sur sa valeur, c'est-à-dire sur l'humaine vérité que les mots expriment nécessairement ? Et même s'ils ne sont pas poètes, ne doivent-ils être que griffonneurs ?

Il doit y avoir moyen de choisir le journalisme sans renier la poésie et la réflexion philosophique, comme de choisir la création pure sans éluder l'engagement. Cela est possible en profondeur où les valeurs permanentes font l'unité.

Se poser la question, c'est déjà entrevoir une solution.

★

Le petit avorton est bien malheureux. Il s'empêtre dans ses raisonnements. Il dit « Critiquer Lesage, Gérin-Lajoie ou René Lévesque, y a pas de problème ! Mais le moyen de se prévaloir de son pauvre petit « droit de citoyen » pour discuter avec un imprévisible et ombrageux interlocuteur . . . »

L'avorton est frappé d'impuissance. Certes, il éprouve une furieuse envie de discuter les opinions et les interprétations de l'Episcopat, mais il sent que la meute des bedeaux est déjà à bout de laisse, prête à le déchirer canoniquement au premier signal. Aussi, il se tait.

Et pourtant, ce n'est pas le moment de se taire. Evidemment, les évêques ont le droit d'exprimer leur opinion comme tout le monde. Mais quand ils le font — et surtout quand ils interviennent, comme c'est le cas présentement, sur le plan politico-juridique, eh bien, tout le jeu démocratique se trouve faussé, et c'est très embêtant.

C'est embêtant et c'est malheureux, parce que les gens s'indignent. Ils s'interrogent sur l'opportunité de l'intervention; ils se demandent si c'est bien de cette manière que l'« Eglise » doit intervenir dans les affaires temporelles.

Que les gens se posent de pareilles questions n'a rien pour étonner. Et si les catholiques et les autres se montrent de plus en plus exigeants, c'est surtout parce qu'un Jean XXIII, un Paul VI et un cardinal Léger les ont habitués à plus de rigueur et à plus d'honnêteté. Ils savent désormais que la charité et l'intelligence font l'unanimité.

Les gens ne sont pas si bêtes qu'on les veut croire. Il serait trop long d'examiner en détail chacune de leurs critiques, mais voici en gros ce qu'ils pensent de l'intervention de l'Episcopat.

Ils constatent que les évêques se servent de leur autorité spirituelle pour intervenir au niveau de la rédaction d'un texte juridique. Pareille démarche leur paraît nettement abusive.

Ils constatent aussi que les évêques laissent indirectement à entendre que le Bill 60 porte atteinte au principe de la confessionnalité, ce qui leur apparaît comme une évidente malhonnêteté. Car enfin, disent-ils, ce fameux Bill 60 n'a pas été rédigé par le diable, mais par des gens responsables.

Ils constatent enfin que les évêques proposent des amendements qui équivaudraient apparemment à une consécration pure et simple du *statu quo*. C'est là, disent-ils encore, un désaveu flagrant apporté à l'énorme somme de travail fournie par des catholiques, clercs et laïcs, compétents et responsables. C'est là une censure appliquée à la Commission Parent, au gouvernement provincial, à M. Gérin-Lajoie et à tout ce que la Province compte de compétence en matière d'éducation.

Comme on le voit, nos gens ne sont peut-être pas très bavards, mais ils n'en pensent pas moins. Plusieurs échafaudent des hypothèses horribles, et c'est parce que j'ai de l'estime pour l'Episcopat que je crois opportun d'en reproduire ici des échantillons.

Les uns disent : « C'est toujours la même histoire: nous pouvons dénoncer les exactions et les abus de pouvoir des médecins, des avocats ou des chevaliers d'industrie, mais il ne nous est pas loisible de protester contre ceux d'un certain haut clergé. » (C'est visiblement là une outrance; le dialogue clercs-laïcs est tout de même définitivement engagé dans notre Province.)

D'autres s'étonnent: « Curieux, disent-ils, des évêques qui sont demeurés muets comme des carpes alors que l'administration québécoise était enlisée dans la pire corruption, redeviennent tout à coup intraitables et agressifs pour saper l'autorité et le travail de toute une équipe de Canadiens français catholiques qui, de bonne foi, recherchent un correctif à un système reconnu par tous désuet et rétrograde. C'est à n'y rien comprendre . . . » (Autre outrance : les intellectuels étaient tout aussi « muets » à cette époque).

Enfin, des extrémistes vont jusqu'à dire que, « sous le couvert de la confessionnalité, les évêques ne font rien d'autre que de défendre leur *entreprise privée* à eux, c'est-à-dire, le système d'enseignement. Ils veulent, au fond, bénéficier de tous les avantages d'un secteur public, tout en conservant les privilèges du secteur privé. »

Qu'on puisse entendre de pareilles choses indique assez que le geste collectif que vient de poser l'Episcopat, si légitime qu'il soit, est pour le moins troublant.

C'est Maritain qui démontrait, dans *Humanisme intégral*, que l'intervention de la hiérarchie devrait toujours se faire sur le plan *évangélique*, et jamais sur le plan *juridique*. « Ce n'est pas à l'Eglise, dit-il, mais aux chrétiens comme membres temporels de cet organisme temporel (l'Etat) qu'il appartient d'une façon directe et prochaine de le transformer et régénérer selon l'esprit chrétien. En d'autres termes, le clergé n'a pas à tenir les leviers de commande de l'action proprement temporelle et politique . . . Il est normal, ajoute-t-il, que l'initiative vienne d'en bas, je veux dire des laïcs agissant à leurs risques et périls. »

L'assemblée des évêques de la Province de Québec ne partage pas, dans les circonstances, cette manière de voir. Serait-ce que, de bonne foi, elle croit voir des divergences en ce qui concerne la sauvegarde du principe de la confessionnalité, quand, en fait, il ne semble y avoir divergence que sur les moyens les plus efficaces à prendre pour satisfaire à la fois et au principe et aux nouveaux impératifs du bien connu ? C'est possible. En tout cas, on a sans doute tort de céder trop volontiers à l'amertume. Entre hommes de bonne volonté, il y a toujours moyen de s'entendre . . . et des hommes de bonne volonté, il y en a, tant du côté de l'Episcopat que du côté des hommes politiques.

★

COMÉDIE EN TROIS ACTES

S. G. CERIGO

Lieu : *VIET-NAM-SUD*
Époque : *août et septembre 1963*

PREMIER ACTE

LES forces armées du régime N(o Dinh Diem ont opéré des raids contre les pagodes bouddhistes où plusieurs moines ont été arrêtés (les agences de presse).

Entrée en scène des porte-parole, officiels ou officieux, de l'administration Kennedy à Washington. « Ce ne sont pas les forces régulières de l'armée viet-namienne qui ont opéré ces raids, déclarent ces porte-parole, mais plutôt les membres des forces spéciales, déguisés en soldats réguliers. Or, ces forces spéciales dépendent directement du mauvais génie du président Diem, le « méchant » Ngo Dinh Nhu, chef de la police secrète et éminence grise du régime. »

Lents à « piger » ou faisant semblant de ne pas comprendre, les officiers supérieurs de l'armée de Diem ne s'emparent pas du pouvoir en déposant Diem et sa famille, comme Washington semblait leur suggérer.

DEUXIÈME ACTE

Devant les hauts cris poussés par l'opinion internationale, la famille des Ngo Dinh, se sentant menacée dans ses domaines et privilèges, se lance à l'attaque. On dépêche Mme Nhu, l'épouse du frère de Diem, en Europe, et Mgr Thuc, archevêque de Hué et frère aîné du président vietnamien, au Vatican.

Mme Nhu accorde à la Radiodiffusion-Télévision-Française (RTF) une interview où la câlinerie se mêle à l'espièglerie. A Belgrade, où elle préside la « délégation » du Sud-Viet-nam à la conférence interparlementaire, Mme Nhu se fait applaudir par les délégués.

Mme Nhu rencontre, au cours d'une réunion privée, le frère du président Kennedy, le sénateur Edward Kennedy, du Massachusetts, venu lui aussi en Yougoslavie pour assister aux travaux de la conférence. Selon certains correspondants de presse, le sénateur Kennedy ne réussit pas à placer un mot pendant l'entrevue. Le mieux qu'il a pu faire fut de se contenter de prendre des notes dans un calepin noir.

Au Vatican, Mgr Thuc se fait éconduire, le pape Paul VI ayant refusé de le recevoir en audience privée. On apprend d'autre part que la situation créée par les mesures de répression contre les bouddhistes soulève un certain émoi chez les autorités du Saint-Siège.

Mgr Thuc se voit par ailleurs imposer le silence par les autorités vaticanes. Il part alors pour les Etats-Unis rencontrer le cardinal Spellman et Mgr Fulton Sheen.

TROISIÈME ACTE

Le troisième acte reste à écrire. Cependant, il serait peut-être utile, pour être en mesure de prévoir l'issue de cette comédie, de ne pas oublier les déboires de la France au Viet-nam au cours des années 40 et 50. Les gouvernements successifs de la IVe République, tout comme l'administration Kennedy, se sont obstinés à vouloir nier une vérité élémentaire : on ne peut gagner une guerre de guérilla dans un pays quelconque en s'appuyant uniquement sur les éléments féodaux et corrompus du pays en question.

En mai-juin 1954, Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères au sein du cabinet Laniel, avait, semble-t-il, demandé aux Etats-Unis de faire usage de la bombe atomique (sic) pour dégager la cuvette de Dien Bien Phu où le général français de Castries se trouvait encerclé, à la tête d'une brigade, par les unités du Viet-minh (les guérilleros communistes de Ho Chi-minh et du général Giap).

Heureusement, des têtes moins chaudes, Pierre Mendès-France, à Paris, et Anthony Eden et Winston Churchill, à Londres, prenaient le dessus dans les conseils de l'Occident. John Foster Dulles, le secrétaire d'Etat américain de l'époque, et l'amiral Radford, chef de l'état-major interarmes des Etats-Unis, furent ainsi mis dans l'impossibilité de mettre à l'épreuve leurs théories du « bord de l'abîme » (brinkmanship) et des « représailles massives » (massive retaliation).

En juillet 1954, le gouvernement Mendès-France signait les accords de Genève qui prévoyaient le partagea du Viet-nam en deux Etats, l'un communiste au Nord et l'autre sous influence occidentale. En outre, des élections, dans les deux Etats, premier pas vers la réunification ou la recherche d'un modus vivendi, devaient avoir lieu après deux ans.

La France ayant tiré son épingle du jeu vietnamien, les Etats-Unis, c'est-à-dire l'administration Eisenhower-Dulles, prenaient la suite. Entretemps, les Américains avaient refusé de reconnaître les accords de Genève. Diem fut rappelé de son exil (dans un monastère belge) et catapulté à la tête du Viet-nam-Sud. Il refusa net de se conformer aux accords de Genève au sujet des élections et des pourparlers en vue de la réunification.

Selon le prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat voisin du Cambodge, le régime Diem ne contrôlerait que 25 pour cent de la superficie du Viet-nam-Sud. D'autre part, les correspondants de presse américains estiment que l'autorité des forces de Diem ne s'étend qu'aux villes et chefs-lieux et encore, semble-t-il, ces forces ne peuvent guère s'aventurer dans les banlieues immédiates des grandes villes une fois la nuit tombée.

★

Le Syndicat Coopératif d'édition Cité Libre

Pour marquer son dixième anniversaire, en janvier 1960, *Cité Libre* s'est réorganisée. Non contente de faire peau neuve dans sa présentation, la revue a adopté un nouveau rythme de parution. Elle est devenue mensuelle. Au plan administratif, elle constitue une coopérative d'édition en bonne en due forme.

Les membres, actionnaires de la coopérative, sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue. Tous les abonnés sont reconnus comme membres auxiliaires de la coopérative et invités à l'assemblée générale annuelle.

Le conseil d'administration, élu lors de l'assemblée générale du 5 décembre 1962, est formé des personnes suivantes:

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT :
Jean Dostaler

VICE-PRÉSIDENT :
James Hodgson

SECRÉTAIRE :
Claude Longpré

TRÉSORIER :
Yves-Aubert Côté

ADMINISTRATEURS :
Benoît Baril
Jacques Hébert
J.-Z.-Léon Patenaude
Gérard Pelletier
Pierre-E. Trudeau

COMITÉ DE SURVEILLANCE :
Roland Parenteau, président
Marc Lalonde
Jean-Paul Geoffroy

ARCHIVISTE :
Pierre Tanguay

VÉRIFICATEUR :
Jean-Guy Rousseau, C.A.

LA LIBERTÉ DE PRESSE

(suite de la page 22)

L'orientation est également déviée. Le journal s'accorde plus volontiers aux préoccupations de la petite élite libérale, conservatrice, honnête et désincarnée qu'aux besoins de la grande masse paisible où les volcans soupirent. Quand nos meilleurs quotidiens pourfendent le créditisme, se déchaînent de peur contre certaines formes d'action politique, pourlèchent l'éducation ou même lèvent le drapeau de la justice et du syndicalisme, j'ai souvent l'impression qu'ils défendent un privilège. C'est dommage, vraiment, car une fois sur deux ils ont raison de critiquer ou d'accuser ou de justifier. Prenons l'exemple du « bill 60 ». Il est bien certain que l'instruction est le domaine de tous, il est bien certain que c'est une de nos propriétés, pour ma part je ne discute pas l'espoir qu'un ministère de l'Education formera l'une des pierres d'assise de l'émancipation québécoise. Mais voilà que la petite élite s'est emparée du « bill 60 ». C'est sa chose, elle ne parle plus que de ça, le reste ne compte plus. Elle vitupère contre les évêques . . . ou contre Lévesque accusé de mollesse, ou encore elle patine sur le préau de l'archevêché. La question n'est pas de savoir si elle a raison de vitupérer ou de patiner. La question est de s'interroger sur la santé de cet exclusivisme qui reçoit un écho régulier dans les pages éditoriales. Isoler l'une des pièces de l'édifice pour en faire la seule maison, c'est gâter cette pièce elle-même. Qu'au surplus, l'opération soit menée, comme par droit du sang ou de l'intelligence, sous l'impulsion d'un milieu plus cultivé que réellement politisé, d'un milieu ravivant par cet exclusivisme d'anciennes méfiances populaires, cette circonstance n'est pas de nature à fortifier le projet. Elle donne au contraire des armes, fallacieuses mais efficaces, aux adversaires.

Le fossé traditionnel, il est urgent de le combler. C'est la grande tâche du journalisme, celle à laquelle sa nature propre le prépare le mieux. Alors, il pourra redevenir le guide qu'il était. Mais, pour combler le fossé, il faut choisir les matériaux appropriés. Et cela ne signifie pas seulement un changement de mentalité. Cela signifie aussi la prise de conscience de problèmes nouveaux. Historiquement et pour longtemps, ces problèmes nouveaux sont d'ordre essentiellement économique. Ce sont eux qui activent aujourd'hui la politique, transformant entièrement, par exemple la nature des rapports de Québec avec Ottawa et avec le monde extérieur. En les prenant résolument par le haut bout, le journalisme se mettra au diapason de la politique. Il se mettra aussi au diapason de lui-même, puisant dans ce renouveau la force par laquelle il ira avec plus de fréquence au devant de la nouvelle, cette force qui soulève les montagnes. ★

AU MAÎTRE DE POSTE, S.V.P.,

si non réclamée, retourner après cinq jours à:
CITÉ LIBRE, 5090 Papineau, Montréal 34.

PORT PAYÉ À MONTRÉAL

"Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication."